

Marcel COURTHIADE

**LES RROMS DANS LE CONTEXTE  
DES PEUPLES EUROPÉENS  
SANS TERRITOIRE COMPACT**

Paris 2011

1

*"Lorsque l'on voit avec quelle sérénité, quelle clarté, quelle simplicité  
l'immense majorité des Rroms, Ashkalis, Beash ou Roudars et autres  
déclinent dans la vie courante et depuis toujours leurs identités respectives,  
au moins dans les Balkans et en Europe de l'Est  
– en un mot là où ils vivent,  
on ne peut qu'être stupéfait des confusions  
apparnes depuis que des politiciens et autres bureaucrates,  
étrangers bien entendu au terrain et encore plus à ces groupes,  
ont entrepris de légiférer et de décider de ce qui est vrai et de ce qui ne l'est pas  
à la place des intéressés."*

Jeta Duka (ancienne lectrice de rromani à l'INALCO)

Les idées exprimées dans la présente brochure n'engagent que leur auteur  
et en aucun cas le Ministère de la culture ou une quelconque de ses divisions.

Marcel COURTHIADE  
Enseignant responsable de la section  
de langue et civilisation rromani à l'INALCO  
Commissaire à la langue et aux droits linguistiques  
de l'Union rromani internationale

## EN GUISE D'INTRODUCTION

La notion de territoire d'une langue semble à première vue aller de soi. Bien sûr il n'y a guère de confusion entre les territoires où l'on parle islandais, estonien et catalan. On voit assez bien la limite entre le français et le flamand en Belgique, ou entre français, italien et allemand en Suisse - la question du romanche est particulière. En France, il y a à peine plus d'un siècle, Michelet prétendait même qu'en se dirigeant vers le Midi, une fois passé Lyon, il fallait prendre un interprète. Pourtant, les bouleversements accélérés qui ont repétri l'Europe au XXe siècle nous incitent à relativiser ces convictions aux racines séculaires. Regardons la vie autour de nous, en termes de proximité urbaine surtout - puisque c'est dans ce milieu que vit la majorité de la population de nos jours : on peut se demander de quelle langue est le territoire d'une place de marché aujourd'hui où la foule parle français (sous diverses formes, arabe (sous diverses formes également), soninké, portugais, serbe, kurmanji, kabyle et chinois ? Et de quelle langue cette même place devient-elle le territoire lorsqu'elle est vide au petit matin ? Labov a démontré aux Etats-Unis qu'on ne parle pas le même anglais aux rayons de parfumerie, de jardinage, de librairie et d'armes à feu d'un même supermarché... A quel territoire appartient une scène de théâtre où l'inénarrable Fellag passe du français à l'arabe et au kabyle - rendant dans son jeu la réalité de la famille et du quartier ?

Plus sérieusement, à un niveau macro-géographique cette fois, quel est le territoire de l'irlandais dans une Irlande anglophone à 98% au moins ? Toute l'Eire ou les quelques poches résiduelles de récalcitrants (ô combien méritants) et de jeunes enthousiastes du *revival* ? Plus proche de nous, comment définir le territoire de l'occitan, dont la carte réalisée par Henri Giordan et consultable sur [www.sorosoro.org/loccitan](http://www.sorosoro.org/loccitan) montre dans certains départements une compétence à 8% ? Inversement, quel est le territoire du *globish*, ce sous-anglais de vache espagnole à base de quelques centaines de mots qu'une jeunesse se croyant libérée de l'imaginaire carcan de sa langue maternelle utilise dans les discothèques et autres lieux de rencontres qui n'en sont pas ? Est-ce cette fameuse Toile avec ses *chats* - qui n'ont jamais menacé la moindre souris ? Si cette Toile

est bien le territoire de mille langues, quel est le sextant (ou aujourd'hui le GPS) qui en définira les limites ? Où situer dans les Balkans la limite entre le serbe, le croate et le bosniaque nouveau-venu dans l'immense continuum serbo-croate où l'intercompréhension est générale, y compris avec le bulgare et le macédonien - pourtant à tous points de vue langues à part ? Où s'arrête le serbe et où commence le bulgare quand on sait que les parlers de transition (*šopski*) commencent à Niš et atteignent Sofia ? Sur l'espace bien plus vaste de l'Inde, quels sont les territoires des langues allant du Gujarat à l'Assam, sachant, comme le dit le proverbe indien que "Toutes les heures de marche, l'eau du ruisseau et la langue du village changent de goût" - l'intercompréhension étant quasi parfaite d'un village à l'autre mais nulle entre les extrémités ? Et quelle est la position de l'ourdou, issu de l'évolution naturelle des parlers historiques, par rapport au hindi, fruit de la fusion artificielle par intervention humaine de deux langues littéraires locales ? En Inde, les territoires ont été inventés, sur un modèle de type britannique, à partir de centres urbains qui ont normalisé leur parler et l'ont étendu administrativement (le peuple continuant d'utiliser son parler local), comme langue officielle jusqu'à la langue voisine qui s'était formée de la même manière.

Bien sûr on peut se poser, à l'échelle du globe, des questions semblables sur le territoire linguistique du/des français et de toutes les grandes langues de communication (arabe, espagnol, russe), sachant que certaines sont devenues natives dans des territoires qui n'étaient pas initialement les leurs.

On peut donc conclure de ce tour d'horizon que de nos jours le territoire d'une langue est une construction normative, voire juridique et politique, et qui n'a rien à voir avec une approche descriptive ou une simple constatation des faits. Nous l'avons vu, cette notion reste valable entre des langues bien circonscrites par les hasards de la géographie et de l'Histoire (imposition ou non d'une norme locale, d'une frontière étanche) mais désormais les brassages de populations au niveau planétaire relèguent de plus en plus ce paradigme au musée.

Malgré tout, la notion de territoire d'une langue reste bien vivante, comme un postulat tranquillisant, partie intégrante de l'outillage intellectuel de nos concitoyens européens, même si à y regarder de plus près, on ne peut que constater avec Bernard Cerquiglini (Rapport "Les langues de France" avril 1999) :

"La territorialisation systématique [des langues est] issue du romantisme allemand qui inspira la linguistique du XIXe siècle et elle s'oppose en outre :

- aux principes républicains français, qui tiennent que la langue, élément culturel, appartient au patrimoine national ; le corse n'est pas propriété de la région de Corse, mais de la Nation.

- à la science, qui comprend mal l'expression "territoire d'une langue". Ceci ne peut désigner la zone dont la langue est issue : en remontant le cours de l'histoire, on constate que toutes les langues parlées en France ont une origine "étrangère", - y compris le français, qui fut d'abord un créole de latin parlé importé en Gaule. La seule justification scientifique est d'ordre statistique, et de peu d'intérêt : elle revient à distinguer la zone qui, à l'heure actuelle, connaît le plus de locuteurs d'un parler donné. En d'autres termes, **le vrai territoire d'une langue est le cerveau de ceux qui la parlent.**

- à la réalité sociolinguistique, qui rappelle que la mobilité sociale contemporaine est telle que l'on parle les différentes langues "régionales" un peu partout. Le créole est une réalité linguistique bien vivante de la région parisienne".

On peut ajouter que non seulement ce territoire est bel et bien le cerveau des locuteurs, mais que la notion même de territoire d'une langue appartient au regard et au cerveau de ceux qui l'acceptent comme une donnée de la nature bien plus qu'à une réalité tangible.

Dans ces conditions, il est indispensable de raisonner en tenant compte de cet outillage intellectuel indéniable qui prévaut encore de nos jours et pose comme une évidence ces territoires. On constate d'ailleurs souvent un renvoi implicite à la notion d'Etat spécifique, comme si dans une société libre, la langue avait besoin de son propre Etat pour s'épanouir et comme si dans l'Histoire les Etats avaient toujours favorisé leur(s) propre(s) langue(s)... Cela a bien des fois été le cas (en particulier après la dislocation de grands empires) mais on a tout aussi souvent observé l'inverse - ce qu'on a pu appeler le médisme linguistique de l'Etat. En tout état de cause, il reste indispensable de relativiser cette notion de territoire au vu de la réalité actuelle et des perspectives de développement à court et moyen termes.

La langue est un élément culturel, donc un savoir-faire, un savoir-penser, un savoir-vivre - comme le sont à divers degrés la virtuosité au violon, le travail du châtaigner, la compréhension des chevaux ou le sens de l'orientation en montagne. D'un côté il est clair que ces savoirs ne sont propriété d'aucune communauté mais de l'autre il est non moins évident que certains, de par leur naissance au sein de telle ou telle famille ou dans telle ou telle région, y ont un accès naturellement privilégié : les parents dépositaires de ces compétences souhaitent les

transmettre à leurs enfants et l'on sait qu'un fils de médecin, avant même d'entamer ses études, a tiré de conversations ambiantes le réflexe de "penser anatomo-physiologiquement" comme disait Claude Bernard.

Toutes ces transmissions sont les bienvenues, seule celle de la langue maternelle, si elle n'est aussi pas celle de l'Etat, se heurte à des réticences et obstacles politiques sévères, car dans la mesure où elle est liée dans une optique simpliste à un territoire, le couple ainsi formé constitue une concurrence virtuelle à l'ordre des choses, c'est à dire à l'Etat constitué. Concurrence qui n'a pas de sens en soi puisque l'attachement à une culture immatérielle comme la langue, ses richesses, ses connotations, ses sous-entendus, ses jeux de mots et espiègleries, son héritage de joies et de souffrances, sa façon de voir, dire, concevoir et façonner le monde, n'a de fait aucun lien, à plus forte raison concurrentiel, avec cet autre attachement, qui relie le citoyen à un espace, à une histoire commune, et à un combat commun pour inventer ensemble une société de plus en plus favorable au développement de l'être humain. Seuls les discours populistes (qu'ils émanent d'ailleurs de gouvernements ou d'oppositions) peuvent encore espérer faire croire en l'image du tribun conduisant sa "nation" vers des lendemains qui chantent. Il y a de nos jours bien plus d'égoïstes cyniques à la tête des peuples que de Moïse prêts à traverser le désert pour leur communauté. La cohésion à réaliser dans la destinée de la cité doit donc s'inspirer d'un autre message que celui des chasses gardées et des douves entourant des forteresses fantômes. Inversement, une fois ce fantasme rangé à sa place, la situation est bien plus sereine et détendue pour dépasser les blocages jacobins et promouvoir la diversité de langue et de pensée comme une richesse qui est sans doute l'une des plus spécifiques de l'humanité.

Malgré tout, le fantasme de la concurrence et de l'affrontement entre les langues a laissé des traces, des blessures dans la pratique, comme la honte de certains à parler la langue de leur mère ou bien l'inadaptation de certains parlars à divers aspects de la vie moderne, faute d'emploi normal. Certes ce que dit une langue est aussi un choix de société, mais ce n'est pas une raison pour renoncer à des pans entiers d'expression : les lacunes sont rarement une force. On doit pouvoir dire les choses ne serait-ce que pour les critiquer. L'urgence est donc que les structures qui ont muselé toutes ces langues des décennies durant s'emploient désormais activement à leur promotion sous tous les aspects. Rien ne sert de parler de langues en danger, il faut des campagnes pour inverser le mouvement, en gardant à l'esprit qu'une langue se tait quand elle n'a plus rien à dire, et sans oublier non plus que ce qu'elle a à dire,

et/ou comment elle peut le dire, relève de la politique culturelle et linguistique d'un pays.

Bernard Cerquiglini écrivait encore : "On est toujours plus intelligent quand on est bilingue ou plurilingue, car on sait que l'autre existe, qu'il y a d'autres représentations du monde." Ceci est vrai de l'individu mais aussi de la société. Sans doute, un certain égalitarisme dogmatique et politiquement correct trouvera-t-il à redire à cette formulation, mais le rêve, assez autoritaire d'ailleurs, sinon hypocrite, de l'égalité formelle doit céder la place à un autre type d'aspiration : que chacun, quel que soit son héritage, puisse puiser en celui-ci le plus possible d'atouts tant pour lui que pour la société alentour, et les langues, comme les arts, l'intuition ou le sport, en font partie. Vivre en plusieurs langues, dit-on dans les Balkans, est comme avoir plusieurs maisons : toutes partagent une structure de base, mais dans chacune on se sent différemment, les paysages de la fenêtre ne se ressemblent pas, l'une est plus modeste et bucolique, l'autre munie de davantage d'équipements, dans l'une on n'a pas à s'occuper du chauffage, dans l'autre on apprécie l'âcreté de la fumée - tout comme dans les langues lorsque l'on passe de l'une à l'autre avec leurs divers regards alternatifs sur le monde.

Déjà Saint Etienne, roi de Hongrie s'exclamait il y a mille ans : "Je plains la nation qui n'a qu'une seule pensée et qu'une seule langue". Plus près de nous, un autre Hongrois, Kosztolányi, écrivait avant guerre : "On a voulu nous faire croire que Babel était une malédiction". En fait, non seulement la connaissance des langues est une bénédiction, mais c'est aussi le cas de leur apprentissage - non pas sans doute scolaire et ardu, mais celui des échanges avec les locuteurs les plus divers, car on découvre alors pas à pas, tournure après tournure, comment l'autre avant nous, à côté de nous s'est expliqué les mystères du monde, lesquels sont loin d'être éclaircis...

C'est donc dans cette optique un avantage réel de ne pas avoir de territoire compact, comme c'est le cas pour une dizaine de langues dans cette situation en Europe. Evitant l'écueil du soupçon de concurrence à un Etat jaloux, elles sont l'incarnation même de la libre ouverture aux échanges d'un bout à l'autre de l'Europe et en même temps sur place ; elles sont aussi la préfiguration de la vie linguistique de notre continent, dégagée de la vision darwiniste du combat des langues pour la survie - et échappant par ailleurs au *globish*... Elle montrent, non sans mal car elles ont toutes été persécutées - plus de la moitié des peuples qui les parlent ont subi un génocide au XXe siècle, que l'identité multiple est possible, qu'il n'existe pas de cloisonnement faisant obstacle à leur coexistence

harmonieuse dans un même individu ou groupe et quelle peut être la manière de gérer sur un immense espace un patrimoine qui reste un lien affectif fort entre ses dépositaires.

C'est la raison pour laquelle nous avons souhaité remettre en circulation le présent rapport, présenté au Conseil de l'Europe en 2003, à l'occasion d'un séminaire de réflexion sur l'identité de ces "peuples sans territoire compact" et sur les manipulations dont ils sont l'objet de la part d'autorités prêtes à tout pour faire rentrer dans leurs cases un phénomène qui visiblement n'était pas prévu et leur échappe... L'analyse est faite du point de vue rom, pour des raisons qui seront perceptibles au cours de la lecture. Un petit lexique des peuples en question complète la brochure. Il est important de relever que chacun de ces groupes non seulement est porteur d'une identité différente mais a en outre un regard différent sur la notion même d'identité - ce qui est particulièrement salutaire dans un siècle que la technique et le commerce poussent à l'uniformisation.



## **LES RROMS DANS LE CONTEXTE DES PEUPLES EUROPÉENS SANS TERRITOIRE COMPACT<sup>1</sup>**

Devant la multitude des dénominations plus ou moins heureuses servant, dans la vie courante comme dans les médias, à désigner la/les population(s) dont il est question lorsque l'on parle ou croit parler de Rroms<sup>2</sup>, il est tout naturel que le commun des mortels ait du mal à trouver des repères. Certains « spécialistes » eux-mêmes se complaisent à renforcer la confusion incommode existant déjà afin d'épaissir le « mystère » qui entourerait l'objet de leur travail, croyant de la sorte se valoriser. Les intéressés eux-mêmes peuvent se présenter à quelques minutes d'intervalle et indifféremment comme « Rroms », « gitans », « tsiganes », « gens du voyage », « manouches » ou autres, le plus souvent pour éviter de s'enfermer dans une dénomination risquant de déplaire à l'interlocuteur et pour tester du même coup ce dernier, ceci afin d'identifier celui des termes qui sera le plus susceptible d'optimiser la relation avec lui – surtout s'il s'agit d'une autorité publique. Bien entendu, après des décennies d'usages chaotiques, les mots se vident de leur sens et deviennent interchangeable, renforçant comme dans un cercle vicieux la confusion et ses dramatiques conséquences. Tel n'est pourtant pas le cas si l'on s'adresse à leur signification véritable, chacun correspondant à une notion ou à un regard bien spécifique.

On constate pourtant qu'expliquer ces diverses dénominations en utilisant les unes pour définir les autres (définitions circulaires) n'est ni pratique, ni vraiment révélateur et que pour mieux les cerner il est indispensable de sortir du cercle étroit de chacune – un peu à l'image du célèbre casse-tête où l'on ne peut joindre les points d'un carré par trois

---

<sup>1</sup> Étude rédigée et présentée dans le cadre du séminaire du Conseil de l'Europe sur l'identité rromani et les identités avoisinantes (Strasbourg, 31 septembre 1<sup>er</sup> octobre 2003).

<sup>2</sup> La forme « Rroma » est le pluriel normal en langue rromani de « Rrom ». De là, la forme « Rroma » est entrée de manière erronée dans le jargon anglais des ONG pour dire Rrom aussi bien au singulier qu'au pluriel, alors qu'en anglais (tout comme en français) la forme correcte est sg. Rrom, pl. Rroms.

et seulement trois lignes droites que si l'on prolonge ces dernières à l'extérieur du dit carré. En effet, ces notions s'éclaircissent considérablement dès que l'on admet, comme point de départ, qu'il existe en Europe non seulement plusieurs dizaines de peuples géographiquement liés à des territoires (plus ou moins intriqués les uns dans les autres tout en restant en général assez compacts), mais encore une dizaine d'autres peuples qui ont en commun d'être répandus dans un grand nombre de zones où pratiquement nulle part ils ne constituent la majorité de la population sur un territoire supérieur à une commune, un canton ou l'équivalent.

Ces peuples se distinguent des diasporas vraies en ceci qu'ils ne possèdent plus de liens directs avec un territoire d'origine compact (comme par exemple les diasporas polonaise ou albanaise, dont les racines rejoignent la Pologne et l'Albanie, toutes deux à territoire compact) et que souvent le contact avec un lieu d'origine a été coupé par une catastrophe fondatrice dont le souvenir a pu ou non se maintenir. Ces divers peuples peuvent avoir eu – et ont parfois gardé – un mode de vie plus ou moins mobile, mais c'est l'éclatement en un territoire non compact qui reste leur principal dénominateur commun. Certains de ces peuples sont d'ailleurs presque inconnus en dehors de la région qu'ils habitent, ou en tout cas très mal connus de la plupart des autres Européens. Ils sont représentés par le tableau des pages suivantes, qui appelle quelques commentaires et éclaircissements:

- Les Arméniens occidentaux par exemple ne proviennent pas d'Arménie, pays des Arméniens orientaux à territoire compact, mais d'une population qui a vécu des siècles éparpillée dans l'Empire ottoman (même s'ils ont constitué longtemps la majorité de la Cilicie médiévale) et a dû fuir la Turquie lors du génocide de 1915. Leur éclatement initial lui-même en Asie mineure remonte aux poussées seldjoukides (XI<sup>e</sup> siècle).
- Les Aroumains, pour leur part, se sont formés à partir des descendants des nombreux locuteurs de latin oriental répartis au sud des Balkans dès le début de l'ère chrétienne – tandis que les Roumains descendent avant tout des Daces romanisés (et donc également locuteurs du latin vulgaire nord-oriental), alors très compacts au nord du Danube.
- Les Balkano-Égyptiens, aujourd'hui en majorité de langue maternelle albanaise, proviendraient des populations d'anciens comp-

toirs égyptiens installés dès la Haute Antiquité dans les Balkans, mais aussi d'un important contingent d'hommes venus d'Égypte au début du IV<sup>e</sup> siècle de notre ère, peut-être pour fuir les persécutions de Dioclétien contre les Coptes. Ils sont populairement appelés Ashkalis dans les pays post-yougoslaves. On relève toute-fois que tout récemment, le mot Ashkali a pris un sens nouveau, au moins en Dardanie/Kosov@, et tend à désigner les métis de Rroms et de Balkano-Egyptiens, qui auparavant évitaient les intermariages.

- Si les Juifs ashkenazi et yiddichophones sont bien connus tant pour leur philosophie que pour leur folklore et leur humour, les Juifs locuteurs de judéo-espagnol ou *djudyo* le sont bien moins en France, car leur domaine est l'Orient turco-grec. Certains d'entre eux structurent leur territoire autour de l'idée d'Israël, les autres s'affirment comme résolument européens – ce sont eux qui sont pris en considération ici.

- Quant aux Sames, encore appelés Lapons, ils sont relativement familiers, au moins sous forme de stéréotypes, à la plupart des Européens. Ils seraient les plus anciens habitants de la Scandinavie où ils sont arrivés à l'issue d'une très ancienne migration en provenance de l'Oural. Ce qui est important, c'est qu'ils se considèrent comme les héritiers légitimes des vastes territoires sur lesquels circulent ceux d'entre eux qui sont éleveurs.

Bien sûr on peut poser la question de la délimitation de la notion de peuple sans territoire compact : doit-on inclure les Assyro-Chaldéens d'Europe malgré leur nombre infime ? Les Arabes et Amazighs (Berbères, Kabyles) implantés en Europe relèvent-ils de cette catégorie dans la mesure où ils sont présent de génération en génération depuis près de deux siècles sur le sol d'Etats européens (certes coloniaux, et situés au sud de la Méditerranée, mais juridiquement français ou espagnols) et où ils font désormais partie de l'Europe ? N'est il pas déplacé de qualifier ces citoyens comme « issus de l'immigration », référence très à la mode en ce moment, alors que leurs ancêtres ont été sans discontinuer citoyens français ou espagnols depuis plus d'un siècle et demi ? S'appuyant sur ces considérations et sur le fait que leurs langues, à savoir l'arabe maghrébin ou darja et le tamazigh, ne sont officielles dans aucun État étranger, certaines autorités en France estiment que ces langues sont des langues de France sans territoire. Doit-on adjoindre les Moluquois ? Sans doute non, car ils ne sont pré-





sents qu'aux Pays-Bas. La question est plus délicate encore pour certains locuteurs d'autres anciennes colonies venues en Europe ou bien pour les toutes petites minorités éparpillées à l'intérieur d'un pays ou d'une région : Mercheros en Espagne, Camminanti en Sicile. En tout état de cause, la difficulté à établir des distinctions catégoriques est typique des sciences humaines; elle rappelle de manière salutaire la flexibilité infinie de notre espèce, irréductible à des classements trop mécaniques, voire déshumanisants.

Les références communes à ce que nous appellerons ici « peuples sans territoire compact » se résument à :

- leur éparpillement sur quatre États ou plus (car jusqu'à trois il peut s'agir d'une population compacte de confins), et ne constituant en outre nulle part une majorité de la population sur un territoire supérieur à une commune, un canton ou l'équivalent,
- leur volonté déclarée de cultiver une identité spécifique, souvent – mais pas toujours – exprimée par une langue ou un dialecte à eux, voire un mode de vie singulier (par exemple élevage transhumant des rennes pour les Sames ou jadis la ferblanterie pour de nombreux Balkano-Egyptiens) – même si dans la réalité ce trait peut ne toucher qu'une partie du peuple considéré,
- leur détermination à exister également en tant que citoyens à part entière de l'État où ils vivent, et donc leur conscience d'être codépositaires d'au moins deux identités et cultures patrimoniales, ceci dans un cadre européen.

Bien évidemment, aucun de ces groupes, pas plus que les autres nations du monde, n'est hermétique et les interférences sont sans fin : quartiers pluriethniques, mariages mixtes, influences réciproques, impondérables des biographies personnelles, etc. si bien qu'établir une ligne de démarcation au niveau des individus serait non seulement réducteur mais contraire à la vérité. Ceci n'empêche pas que chacun des groupes existe avec sa spécificité et son patrimoine, plus ou moins accentués et visibles, mais indéniables. Des groupements existent bel et bien en tant que tels et des traits communs peuvent être en évidence, mais les individus pris un à un le plus souvent ne correspondent pas à la totalité de ces traits. Ces dernières remarques manquent bien évidemment d'originalité, car elles sont valables pour toutes les identités au monde, majoritaires ou minoritaires, ethniques ou non.

## LES NOMS DES RROMS

Le peuple sans territoire compact qui nous intéresse au premier chef dans cet exposé est celui des Rroms, proclamé "nation européenne sans territoire" par la bouche du président de l'Union Rromani Internationale, le docteur Emil Šćuka au Congrès de Prague en juillet 2000. Sur le plan historique, les Rroms ont quitté l'Inde du Nord en 1018 et représentent les descendants des quelque 53.000 habitants de la ville de Kannauj, élite intellectuelle et spirituelle de l'Inde d'alors, capturés par le sultan Mahmoud de Ghazni et vendus comme esclaves à des commerçants du Khorassan, d'où ils ont poursuivi leur migration à partir de 1040 avec les Khorassaniotes qui avaient rejoint les populations seldjoukides avançant elles-mêmes vers l'Ouest. C'est ainsi qu'ils sont parvenus dans l'Empire byzantin (avec lequel les Kannaujias avaient auparavant entretenu des relations depuis des siècles), puis en Europe et au delà. Le mot « Rrom » est attesté dès 1384 (relation du voyage de Lionardo Niccolò Frescobaldi). La très grande majorité des Rroms s'est implantée dans les Balkans dès leur arrivée en raison des conditions socio-économiques favorables à l'époque, mais certains ont rejoint les principautés roumaines alors relativement prospères de Moldavie et de *Țara românească* (la Wallachen des Allemands) et ont été, par un processus qui a duré près de deux siècles, réduits en esclavage et donc pour la plupart immobilisés – même s'ils vivaient souvent en tentes pour diverses raisons pratiques, sociales ou juridiques (fréquente interdiction d'accès à un toit en dur). Une partie a poursuivi vers les Carpates et les régions baltes ainsi que le nord de la Russie, où un petit nombre a gardé jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle une certaine mobilité, vivant sous des tentes et circulant en fonction des opportunités économiques. Toutes ces personnes se reconnaissent sous le nom de Rroms, sans exception, mot d'origine indienne et provenant de *Ṛomba* ou *Ḍomba* (avec un point sous le Ṛ ou le Ḍ), c'est-à-dire « artiste [au sens très large du terme – certains traduisent par 'créateurs'] » – le point souscrit indique la prononciation rétroflexe du « ṛ » et du « ḍ », assez semblable dans les deux cas au "t" de *water* prononcé à l'américaine, car il s'agit le plus souvent de variantes l'un de l'autre.

De l'ensemble carpto-balte s'est détaché, il y a très longtemps, un groupe qui s'est répandu sur les territoires de langue allemande et en Italie du nord : les Sintés. Sous influences italienne dans le sud et germanique dans le nord, leur langue s'est progressivement éloignée du rromani, jusqu'à rendre très difficile l'intercompréhension, alors que

celle-ci est bien plus facile entre les locuteurs des parlers rroms proprement dits. Les Sintés ont continué leur progression vers l'Ouest et certains vivent depuis près de deux siècles en France, où ils ont en bonne partie perdu l'usage de leur langue. S'adressant aux Français, ils ne se présentent plus comme Sintés, mais comme *Manouches* (Sinto semble être apparenté à arabe *Sind*, persan *Hind* et grec ionien *Indoi* – un mot<sup>3</sup> qui selon les contextes a désigné à peu près toutes les contrées de l'Inde et même d'autres plus à l'est (Indochine, Indonésie), pas seulement le Sindh d'aujourd'hui ; quant à *manus*, c'est le mot indien signifiant « être humain »).

Un troisième groupe s'était détaché plus tôt encore du tronc commun balkanique et, traversant pour la plupart l'Europe à pied ou bien échoués sur les côtes espagnoles après avoir été chassés de Byzance sur des vaisseaux sans rames, sans voiles et sans gouvernail, a peuplé la péninsule ibérique : il s'agit des Kalés (les « noirs ») que les Espagnols appellent *Gitanos*. Ceux-là, à la suite des persécutions sanglantes qu'ils ont endurées surtout aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, ont abandonné le rromani comme langue familiale et leurs enfants ont grandi en espagnol (andalou), catalan et basque. Une fois adolescents, les jeunes gens entraient dans la vie active avec leurs aînés, qui continuaient à communiquer entre eux en rromani, et apprenaient d'eux quelques mots de la langue ancestrale, qu'ils mêlaient à l'espagnol, au catalan ou au basque qu'ils pratiquaient, sans toutefois parvenir à acquérir le rromani dans sa totalité. Le parler secret ainsi composé s'appelle *kalo* ou *chipi kali* « langue noire » et il est incompréhensible pour un locuteur de rromani ou de *sinto*. Le *kalo* du Portugal et du Brésil est davantage à base d'andalou que de portugais. Malgré cette perte de langue, les Kalés gardent une vive conscience de leur identité de près apparentée aux Rroms.

Les Rroms qui ont migré vers la Finlande se dénomment aussi Kālés, tandis que ceux des Îles Britanniques s'appellent Romanishals (< rromani sel [ou *sél*] « peuple rrom ») et parlent la *phagerdi çhib* [« langue brisée », sur le modèle de *broken English*], qui s'est formée, à l'instar des variétés de

---

<sup>3</sup> L'étymologie est *sindhu* "fleuve, rivière, cours d'eau, flux, marée, mer, océan" puis le Fleuve par excellence, puis les habitants de sa vallée et ensuite de tout le sous-continent. L'hypothèse inverse, celle d'une tribu indo-européenne (cf. les Sintiens de Lemnos chez Homère, Ill. I.590 et Od. VIII) qui aurait donné son nom à ce fleuve, appelé précédemment *Melubba* - à en croire les Assyriens, n'est peut-être pas à exclure.



*kalò*, avec des mots rromani dans une phrase de langue majoritaire, ici l'anglaise.

## ENDONYMES ET EXONYMES

Tous les noms que nous avons évoqués jusqu'ici sont des endonymes, c'est-à-dire des appellations que les intéressés se donnent eux-mêmes, à l'exception de *Gitanos* qui est l'exonyme par lequel les populations ibériques non-rroms désignent ceux des Rroms qui vivent sur leur sol. Le mot Gitan se réfère donc en principe en français exclusivement aux Rroms de la péninsule ibérique, y compris ceux qui en sont repartis en direction de la France ou des Amériques. Un titre de film comme « Le temps des Gitans » pour parler de Rroms yougoslaves ne traduit donc que l'approximation d'un traducteur peu soucieux des affaires rroms (le titre originel était *Dom za vešanje* « Institution pour pendaison ». D'après Emir Kusturica, le film était en effet censé « explorer le plus désespéré des cercles concentriques de l'enfer titiste » [sic]). Tout comme l'exonyme Gypsy, celui de Gitano vient d'*Ægypt[an]oi* du fait que le premier contact entre Rroms et Européens semble avoir eu lieu lors de la prise de Jérusalem (alors en terre égyptienne) par les Croisés en 1099 et peut-être aussi par confusion avec les vrais Égyptiens arrivés mille ans avant les Rroms dans l'Empire byzantin et populairement connus sous le nom d'Ashkalis. Il est important de souligner que lorsque l'on parle d'exonymes, il s'agit de noms donnés par les gens qui sont vraiment extérieurs aux questions rroms, comme des agriculteurs, des marins, des employés de banque ou des présentateurs de télévision, c'est-à-dire des personnes pour qui l'identité des peuples sans territoire compact n'a ni intérêt, ni importance. Ce n'est pas un nom que les intéressés se donnent. En principe, il n'y a pas conséquences notables. Le problème apparaît lorsque des employés qui, de par leur activité, sont en relation avec des Rroms professent la même ignorance par rapport à l'identité de ces derniers. C'est la raison pour laquelle on peut s'étonner de voir ces professionnels suivre l'usage des paysans environnants et non des intéressés eux-mêmes.

Un autre exonyme très répandu est *tsigane*, *řigan*, *řigány*, *cikán*, *řigantin*, *řingari*, *Zigeuner*, *řыган*, *řыгань*, *řingene* etc... toutes formes dérivées du grec *Athigganoi* « non touchés » qui désignait initialement une secte manichéenne errante dont l'idéologie provenait de Perse. Les membres de cette secte pratiquaient la magie, ils s'estimaient « purs » et donc évitaient le contact physique les autres, tout comme les Bogumiles, les Patarini et les Cathares ou Bonsômes (toute analogie avec les intouchables

indiens est donc un contresens). Devenue trop puissante au IX<sup>e</sup> siècle à la cour, cette secte fut persécutée et elle disparut au XI<sup>e</sup> siècle, non sans avoir profondément impressionné les imaginations. C'est pour cette raison qu'à l'arrivée des Rroms en Asie mineure quelque cent ans plus tard, son nom fut réactivé par le peuple et appliqué aux nouveaux venus en raison d'analogies superficielles.

Enfin il convient de citer une série d'exonymes euphémiques qui depuis « Bohémien » jusqu'à « Yougoslave » en passant par « Hongrois » et « Roumain » ont servi de « cache-Rrom » sous un nom de nation ayant pignon sur rue, comme si l'identité rromani proprement dite avait été honteuse. Il est vrai que si Rrom est clair, simple et transparent, il n'en est pas même d'un mot comme tsigane : rappelons que sous sa forme *viganin* (tsigane/Gypsy) ce mot a été largement utilisé pour désigner les pillards incontrôlés qui hantaient les ruines des agglomérations détruites en Bosnie-Herzégovine pendant la guerre des années 1990. Il va sans dire que ce vocable argotique ne faisait référence ni à un peuple, ni à une quelconque identité ethnique (on peut comparer avec la désignation ironique de « Tchétchènes » appliquée aux montagnards en Albanie, et qui n'a rien non plus d'une désignation scientifique). La réapparition du mot *viganin* lors de l'exode des Albanais de Dardanie (c'est-à-dire Kosovo/Kosovë + Metohija/Dukagjin) en 1999, mal comprise par des journalistes et des médias incompetents, a servi de prétexte à des violences graves des nationalistes vis-à-vis des vrais Rroms cossovars, innocents pour leur part des pillages attribués aux *vigani* de Bosnie...

On voit donc la différence entre d'une part les endonymes, précis, définis et pertinents, et de l'autre les exonymes issus de l'ignorance parfois méprisante des populations côtoyées et utilisés vis-à-vis des Rroms sur la base de vagues ressemblances, réelles ou imaginées. Plus encore que les connotations insultantes, pourtant flagrantes dans de nombreuses langues<sup>4</sup>, de nombreux exonymes (*vigánit'* « mentir », *to gyp*

---

<sup>4</sup> A l'heure où nous mettons sous presse [2004], une nouvelle illustration flagrante nous parvient: le 6 novembre, une Rromni albanaise, militante des droits des femmes et invitée par le Conseil de l'Europe, a été retenue toute une nuit à l'aéroport Fiumicino de Rome, puis refoulée en Albanie alors qu'elle avait tous ses papiers en règle (ce qui est attesté par le fait qu'elle a pu le lendemain venir en France en transitant par Belgrade – moyennant donc l'achat d'un nouveau billet d'avion). Le contrôle italien lui avait demandé comment elle comptait parler à Strasbourg, elle a répondu "en rromani" et devant l'incompréhension des policiers, elle a précisé "en tsigane" – ce qui lui a valu non seulement la

« arnaquer », *cigančiti* « mendier, quêter, lésiner sur un prix, être radin » – resp. en slovaque, anglais et serbo-croate mais aussi en russe, hongrois, espagnol – *gitanear...* ou français « *tu nous prends pour des gitans?!* », « *c'est des Nike de gitan, tu les as achetées au marché !* »<sup>5</sup>), ce qui est vicieux, c'est l'amalgame froid, indifférent et soi-disant réaliste par les politiques et humanitaires, entre des identités sans rapport entre elles : certains Roms avec des Beás, des Ashkalo-Égyptiens, des Travellers et des Yéniches, en une vague catégorie qui ne convient à aucun d'entre eux, ceci sur la seule base du fait que les Européens ignorants les ont au Moyen-Âge confondus dans un commun mépris. Or, distinguer, identifier, c'est reconnaître, c'est déjà faire un pas vers le respect. C'est aussi donner à chacun la perspective de s'affirmer et de développer son identité propre, à laquelle il a droit, indépendamment des étiquettes moyenâgeuses qui continuent de le poursuivre. Que dirait-on si l'on appelait les Français "infidèles" et "mécraents", vocables sous lesquels les Européens étaient désignés par la moitié de l'humanité connue jadis ? Doit-on aussi, pour se conformer à la vision « réelle » du peuple, confondre Arméniens et Juifs sous le nom de Yahoudis, parce que c'est ainsi que font de nombreux ignorants dans les Balkans ? La connaissance est là pour dépasser les vagues impressions héritées du passé, en faire l'analyse à la lumière des faits vérifiés et en tirer des conclusions raisonnées pouvant servir d'appui à une véritable réflexion politique débouchant sur une action. Si la connaissance historique doit nous éclairer pour les autres peuples - des Basques aux Estoniens, elle doit le faire aussi pour les Roms. Hélas, comme le relève Ian Hancock, professeur au Texas, « on exige moins de rigueur scientifique dans les recherches sur les *Gypsies* que lorsqu'il s'agit d'autres peuples, ce qui exprime l'attitude raciste de tels chercheurs ». L'Histoire a souvent montré comment des confusions de dénominations de peuples ont conduit à des discriminations parfois sanglantes – l'ex-Yougoslavie en a été plusieurs fois le théâtre depuis 1990 et le maintien des confusions implique la responsabilité de ceux qui les entretiennent.

---

rétenion et le renvoi mais aussi une série d'insultes "zingara" et de vexations tout au long de la nuit (rapport Furtuna au CoE). On observe qu'il est dans la pratique bien plus difficile de façonner une insulte sur "Rrom" ("\*Espèce de Rrom! \*Va donc, eh Rrom!") que sur Tsigane, Gitan, Gypsy, Zingaro ou autres exonymes.

<sup>5</sup> On peut citer aussi : « *Reckless semi-outlaws, full of tricks and lies, in a word Gypsies as the word understands the term* », Charles Leland.

On relève aussi que les endonymes font référence à des valeurs positives : identité, culture, langue, folklore, voire contribution au génie européen tandis que les exonymes évoquent des traits sociaux négatifs. Même si la musique est évoquée par Tsigane ou Gitan (un peu comme on a nègre dans *negro spiritual*), il est clair que la référence culturelle de ces deux mots est à la fois bien moindre et bien plus stéréotypée que celle de Rrom. Ceci suit une certaine logique car l'endonyme exprime un regard de l'intérieur qui prend forcément en compte l'identité, le patrimoine et la langue, lesquels sont vécus jour après jour comme une chose concrète et connue par les intéressés. Au contraire, l'exonyme reflète le regard de l'étranger, qui ignore le patrimoine en question, c'est-à-dire à la fois qu'il ne le connaît pas et qu'il n'en tient donc pas compte, ce qui est normal face à une culture méconnue et peu mise en valeur pour des raisons évidentes de mépris. Dans le meilleur des cas, ce patrimoine sera perçu comme une production guère plus consistante qu'un certain folklore ou bien comme quelque chose de virtuel, dont l'existence est postulée dans l'abstrait sur la base du dogme anti-raciste que tout groupe humain a son patrimoine. Le plus souvent pourtant, l'exonyme renvoie à une vision de groupe défavorisé, un peu comme des SDF, des drogués ou autres marginaux, non comme une identité en tous points égale à celle d'un autre peuple et dont on peut légitimement être fier. S'il est normal pour un jeune Slovène, Breton ou Danois d'aspirer à devenir un grand Slovène, Breton ou Danois, on conçoit mal comment on pourrait aspirer à devenir un grand SDF, drogué ou marginal. La connotation des exonymes renvoie pourtant souvent à cette seconde série de catégories plutôt qu'à celle d'un peuple – même si dans tous les cas l'égalité en droits et en dignité est bien entendu reconnue à tous les hommes... Même des humanistes de renom sont tombés dans le piège de l'ignorance du l'héritage rrom, comme lorsque par exemple Hannah Arendt écrivait en 1966 « La mort des juifs aurait-elle été un moindre mal s'ils avaient été un *peuple sans culture, comme par exemple les Gitans* qui ont été exterminés eux aussi ? ». En réalité, l'exonyme conduit à une logique de compassion et de charité, l'endonyme à une approche basée sur la reconnaissance et la justice.

#### LE RACISME POLITIQUEMENT CORRECT ET LE TÉLESCOPAGE TSIGANES-RROMS

Bien sûr, on peut modifier le vocabulaire et interdire « Tsigane » ou « Gypsy ». Plusieurs pays l'on fait, sans grande amélioration de la situation des intéressés. Ce n'est donc pas la solution. Or, nous l'avons vu,

bien plus que dans les mots eux-mêmes, c'est par la confusion hautaine de plusieurs peuples en une même notion fourre-tout que peuvent s'exprimer le racisme, le mépris et le début de l'exclusion – car on crée ainsi un groupe humain à part sur la base d'un commun rejet qui a sa source chez les autres. C'est ce qui s'est passé en France lorsqu'en 1912 les députés ont monté le projet du carnet anthropométrique, document infamant qui devait être signé par les gendarmes et mettait tous les « Romanichels » au rang de repris de justice. Cette grande opération raciste ne pouvait désigner ses victimes par un nom ethnique, de peur d'enfreindre la sacro-sainte Constitution française et son article 1. Qu'à cela ne tienne, le mot « nomade » a été détourné de son sens originel (*pasteur nomade*) et a désigné la population, non ethnique désormais, qui devrait vivre des décennies durant en présumés coupables. Ce sont ces mêmes nomades qui ont été parqués par le gouvernement de Vichy dans trente camps français où ils ont souffert le martyre et où bon nombre sont morts de froid, de faim, de maladie... On comprend pourquoi, après guerre, il a été politiquement correct de remplacer « nomade » par « Gens du voyage » ou « Voyageurs » – mais sur le fond rien n'a changé car c'est par exemple l'abréviation *gdv* qui figure dans la marge de certains registres de RMI pour identifier, de manière non ethnique, il est vrai, et donc compatible avec la Constitution, ceux des bénéficiaires qui relèvent de cette catégorie, héritière de la loi de 1912 – la discrimination renaît donc sous cette forme desethnicisée.

Nombreux sont ceux qui, jusqu'à aujourd'hui, ont insisté pour simplement rebaptiser le vieux concept « tzigane » avec le mot « Rrom », sans chercher même à comprendre les implications de cet acte autoritaire. L'un des premiers fut Tito, partant sans doute d'un « bon sentiment », mais substituant un mot à un autre d'une manière simpliste et mécanique, sans réflexion de fond. Il a remplacé le mot *ciganin* qui recouvrait plusieurs groupes sans autre lien entre eux que le regard réducteur des bureaucrates (Rroms, Égyptiens des Balkans, Moéso-Roumains), par un autre mot, *rom*, mais sans remettre en cause le bien fondé de l'amalgame de groupes différents sous une même étiquette. Depuis, cette solution de facilité n'a cessé de se propager. Cela va des simples équations : « *Gypsies, more politically correctly known as Roma, were found...* » dit un des principaux sites web au sujet des *Gypsies* – jusqu'à la négation ironique des identités en cause : « les deux groupes [Rroms et Égyptiens] dépensent beaucoup d'énergie à cultiver *le narcissisme de la petite différence* (Freud) » – écrivait Kovacs Petra (italiques et parenthèse de l'original), après avoir pourtant rempli plusieurs pages de témoignages tant de Rroms que d'Égyptiens sur tout ce qui les sépare; « en fin de

compte, conclut-elle, les Égyptiens et les Rroms vivent au delà de la ligne de couleur en Albanie et sont considérés comme similaires par la majorité » – ce qui est tout simplement une double contre-vérité car les Albanais de la rue savent très bien faire la différence entre Rroms et Evgiits (Balkano-Égyptiens) et la couleur de peau n'a rien de pertinent dans ce pays.

De même un chercheur très sérieux de Serbie, le Dr Biljana Sikimić, a pu constater dans un article récent « *Banyash culture in Northern Serbia* » : « *Banyash from Serbia do not accept the term Rroms and consider it appropriate only for Rromani language speakers* ». Ceux de Slavonie, appelés *Bajaši*, déclarent pour leur part : « Nous n'avons rien à voir avec ceux qui chantent *Gelem gelem* ("J'ai marché, j'ai marché" début de l'hymne rrom – leur hymne à eux commence par *Păduri verdi* [sic] "Forêt verte") ». En autres différences, elle relève que l'amulette connue des Serbes sous le nom de *ušav* et des Roumains sous celui de *baer* est présente chez les Banyash, mais qu'elle n'appartient pas à la tradition rromani. À la différence des Rroms, les Banyash n'honorent pas Bibia et leur langue ne présente pas un seul mot rrom, ni leur culture un seul élément mythologique rrom. Ils n'ont de commun avec les Rroms que l'achat de la bru – ce qui du reste n'a rien de spécifiquement rrom. Pourtant, elle ne cesse de les appeler Rroms, même si elle hésite pour les dénommer entre « Roumains des bords de la Save » et « Rroms valaques/roumains ». Ne serait-il pas plus simple de les appeler de la manière dont ils se désignent : Banyash (ou Beás, Rudari etc., qui ne sont que des variantes l'un de l'autre et dans lesquels ils se reconnaissent) ou Méso-Roumains, comme la tendance se fait jour, puisqu'ils semblent être descendants, au moins en partie, des habitants latinisés de la Moésie supérieure ? À l'inverse, dans une étude fort intéressante « *Rudarii, Baieşii și Lingurarii* », une intellectuelle beás de Timișoara, Letiția Mark, opte pour une « origine commune [des Beás ou Rudari] avec celle du peuple et de la langue roumains ». En réalité, il semble que les Beás ou Rudars aient initialement constitué la continuité sud danubienne de la latinité balkanique antique, une sorte de chaînon manquant entre ancêtres des Daco-Roumains et Proto-Aroumains, dispersée par la suite lors de l'arrivée des Slaves, d'où cette appellation proposée de Moéso-Roumain.

Peut-on donc réellement accepter la négation des identités propres et leur fusion dans une notion approximative produite il y a si longtemps par des personnes le plus souvent hostiles, voire franchement racistes ? On touche à l'absurde lorsque l'on constate qu'à l'autre bout du monde les Japonais distinguent entre « tsigane » [ツプツー *jipushū*] en référence aux stéréotypes romantiques et « Rrom » [ロマニツエル人 *romanisherujin*]

en tant que peuple distinct – c'est peut-être que la distance géographique leur permet une plus grande sérénité sur cette question. Relevons au passage que des observateurs japonais suivent avec le plus grand intérêt les progrès d'affirmation des Roms.

## LES NOMS SÉRIELS

Afin d'éviter l'usage des exonymes réducteurs de type « tzigane » ou « gypsy », on a vu fleurir depuis une quinzaine d'années des séries du genre « Roms/Gypsies », « Rrom/ Tsiganes/Voyageurs », RAE (Roms, Ashkalis, Égyptiens), « Roma/Beás », « *Roma and Roma-related groups* » (OSCE), « *Romas, Sinti, Egyptians, Ashkalis, Rudari, and other groups commonly referred to as Gypsies* (projet ODIHR 2002), « Roma-Sinti und Ashkali », « Rroms et divers groupes qui leur sont traditionnellement assimilés » (sans préciser de quelle « tradition » il s'agit – en fait bien entendu celle de l'ignorance), etc.

On sait que les Beás et les Ashkalis, pour ne citer qu'eux, ne veulent à aucun prix être considérés comme des Rroms – sauf parfois à titre individuel pour justifier une carrière, mais nous reviendrons sur cette question. En Yougoslavie notamment, après une brève période où certains activistes balkano-égyptiens ont été tentés d'accepter l'assimilation aux Rroms, nous assistons maintenant à un rejet clair de cette identité d'emprunt au profit de la réelle identité égyptienne. En Croatie, où les Bajaši [Beás] ont été rebaptisés de *čigani* en *romi* par Tito, ceux-ci n'arrivent toujours pas à intégrer cette assimilation forcée – bien que partant, nous l'avons dit, d'un bon sentiment. Si les Bajaši les plus frustes rejettent purement et simplement l'appellation de Rroms, les activistes bajaš distinguent « Romi-Bajaši » de « baš-Romi », c'est-à-dire « précisément Rroms ». En réalité ce sont les activistes de la génération ayant connu le système de Tito qui, en contexte administratif du moins, se déclarent Rroms, tandis que la génération montante revendique son identité propre. Cette prise de conscience est récente, car il y a quelques années encore, lorsqu'on disait à certains Bajaši qu'en fait ils ne sont pas Rroms, ils écoutaient souvent, hésitaient, s'interrogeaient – alors qu'un Rrom, même s'il ne parle pas le rromani, explose devant une telle présomption à son égard. Ceci illustre bien la crise d'identité dans laquelle ont été maintenus les Moéso-Roumains par le refus, qu'il soit méprisant ou bien pensant et condescendant, de lui reconnaître sa spécificité.

Traiter les Beás comme des Rroms qui auraient oublié le rromani est la projection sur les Rroms d'une perception juive de la diaspora,

appuyée sur le cas de ceux qui ont adopté la langue environnante, arabe, espagnol ou allemand, notamment. C'est en réalité oublier que la situation historique a été très différente: à la différence de la diaspora juive coupée de ses racines géographiques, les Beás n'ont cessé de côtoyer les Rroms parlant le rromani. Il n'y a donc aucune raison pour que la perte du rromani touche de manière discontinue une population restant en contact avec la présumée langue mère. En outre, les traits dialectaux des parlers beás se retrouvent un peu partout où ils sont éparpillés mais ne sont pas partagés par la population roumaine voisine. S'il s'agissait de Rroms acculturés sur place, comment expliquer cette communauté dialectale ? Alors que la thèse d'une population roumaine sud-balkanique, venue en Roumanie pour y bénéficier de meilleures conditions de vie que dans la Serbie de l'époque, puis éparpillée dans le pays - et réduite en esclavage pour les mêmes raisons que les Rroms : absence de propriété foncière, expliquerait ces traits dialectaux communs.

Les Yéniches pour leur part se réclament certes du voyage mais en aucun cas d'un apparentement aux Rroms, qu'ils appellent du reste « Hongrois ». Ils disent que c'est par erreur (*irrtümlich*) qu'on les confond avec les Sintés et Rroms. Il est vrai qu'en France la situation est compliquée du fait que certains Manouches se perçoivent, sous l'influence à la fois du jacobinisme français, de l'oubli de la langue ancestrale et de leur mobilité, plus proche des Forains et des Yéniches que des Rroms – alors qu'ils sont de même origine que ces derniers, qu'eux aussi appellent souvent « Hongrois ». Pour eux prévaut l'identité liée au mode de vie sur l'identité linguistique et culturelle, ce qui s'explique par le fait qu'ils ont intégré le tabou officiel français de négation des identités ethniques (un peu comme en Yougoslavie rurale prévaut l'identité liée à la confession, d'où le fait que les Moéso-Roumains, étant orthodoxes serbes, se déclarent Serbes).

Nul besoin d'une grande clairvoyance pour constater que ces dénominations sérielles ne sont que des rafistolages pour recouper la vieille notion de « tsigane » et donc exprimer de manière déguisée la catégorie raciste que nous dénonçons ci-dessus. Parmi ces séries, une seule respecte les identités (c'est Rroms/Sintés/Kalés) car elle ne cherche pas à amalgamer ensemble d'un point de vue exogène des groupes n'ayant en commun que le stigma imposé par les ploucs – s'il faut répondre au stigma par le stigma. En effet, Rroms/Sintés/Kalés fait référence aux trois grandes branches d'une même population rromani au sens large.



## CARACTÈRE PERVERS D'UNE IDENTITÉ FONDÉE SUR LA DISCRIMINATION ET LE STIGMA

Toutes les autres dénominations ne s'appuient que sur le fait d'avoir subi en commun les mêmes insultes racistes: « ça crée des liens », mais ça ne renvoie pas à une identité commune. Ou alors on aurait un bon nombre de groupes humains candidats à cette identité commune de persécutés. En dehors de cette insulte commune de Tsiganes, Gypsies ou vocables similaires, il n'y a rien d'autre qui soit commun à ces groupes rassemblés par le mépris des villageois dans un même panier. À l'inverse il n'y pas de critère qui les opposerait aux autres peuples sans territoire compact – il est vrai que les villageois ignorent jusqu'à l'existence de tels peuples en dehors de leur village. En réalité, bien des regroupements peuvent être faits qui ne recourent pas l'opposition entre Tsiganes et autres identités sans territoire compact: ainsi les Roms, Arméniens occidentaux, Juifs et Yéniches ont été victimes d'un génocide en règle au cours du siècle passé, ce qui n'a été le cas ni des Aroumains, ni des Balkano-Égyptiens, ni des Sames, ni des Travellers – comble de démesure, des familles bajaš entières, paysannes pour la plupart, ont été massacrées dans la Croatie d'Artuković par un génocide qui ne leur était pas destiné. Autre regroupement parmi tous ces groupes: Juifs, Roms et Arméniens ont une littérature substantielle en langue maternelle, à la différence de tous les autres. Autre regroupement encore: les Juifs et les Roms, suivis de loin par les Arméniens puis les Aroumains, connaissent une très large dispersion européenne, ce qui n'est pas le cas des autres. Roms, Sames, Beás et même Aroumains ont un hymne national, à la différence des Travellers, Yéniches, Balkano-Égyptiens et Arméniens occidentaux. L'existence d'une cuisine traditionnelle spéciale ou d'une musique particulière ferait apparaître d'autres regroupements encore. Les appartenances religieuses conduiraient à des rassemblements différents encore. Plus anecdotique, une légende recueillie en Macédoine vers 1860 par Marko Cepenkov narre comment le bon Saint Pierre, intervenant sur ordre du Christ pour rendre vie à un tsigane et un Aroumain qui s'étaient décapités mutuellement lors d'une bagarre, recoud par erreur la tête de l'un sur le corps de l'autre et réciproquement. « Qu'ils portent désormais la tête qu'on leur a cousue [soudée], aurait dit le Christ, et ce qui a été tsigane, ce qui a été Aroumain, ça ne compte pas. » Il serait difficile de trouver traitement mieux partagé – et mélange plus intime. Mais tous ces regroupements sont superbement ignorés, et curieusement seul celui qui repose sur le stigma produit par les ignares est retenu dans la vision raciste.

En ce qui concerne l'aspect « nomade », souvent mis en avant pour justifier l'amalgame, les stéréotypes alliant Rroms et autres Tsiganes/ Gypsies ne sont en général valables que très localement: en effet, la mobilité unit certains Rroms (3 à 4 % de tous les Rroms d'Europe) avec les Travellers et Yéniches mais en aucun cas avec les Beás-Rudars ni avec les Balkano-Égyptiens; avec eux c'est plutôt la marginalisation sédentaire qui est le trait commun. Quant à la discrimination, on aurait mauvaise grâce à prétendre que les Sames n'en ont pas été très longtemps victimes dans leur culture (notamment le chant *yoik* emblématique combattu par les Eglises), voire leur existence physique. De même les Aroumains ont-ils été méprisés par les Grecs, puisqu'une forme de leur nom est une des principales injures grecques modernes et que des croisades violentes ont été lancées il y a quelques décennies encore par des partis de droite contre l'usage de leur langue. Des enfants arméniens sont encore traumatisés par les échos du génocide de 1915 et nul n'oserait nier que l'antisémitisme ne reste une plaie à l'ordre du jour dans bien des pays, même si son expression reste taboue. Inutile de dire que de multiples formes de discrimination des minorités s'étendent bien au-delà des peuples sans territoire compact.

En réalité, comme le souligne Rudolf Kawczyński (président du *Rroma National Congress*), maintenir ces dénominations sérielles pour désigner de manière détournée les cinq identités correspondant au concept de « Tsigane/Gypsy » relève de la vision raciste du XIX<sup>e</sup> siècle que « la race définit le mode de vie des hommes; c'est ainsi que les stéréotypes qui nous ont été collés ont aussi été collés à eux » (ces groupes), même si le stéréotype n'est même pas constant d'un bout de l'Europe à l'autre, comme nous venons de l'indiquer. Derrière ces nouvelles étiquettes pour un concept ancien, ajoute Kawczyński, « le vrai nom commun à tous ces gens, c'est *groupe asocial*, mais personne n'ose le prononcer, car il est tabou, même si tout le monde le pense de près ou de loin » (intervention au Conseil de l'Europe en septembre 2003, là même où le présent dossier a été présenté).

Peut-on donc prétendre construire une identité sur un stigma ? Un enfant peut-il construire son identité sur un stigma, un mensonge d'un point de vue scientifique ? N'est-ce pas précipiter par avance la perte d'un dessein qui se voudrait humaniste ? Pourquoi s'entêter à maintenir une notion surannée et raciste, en la travestissant de toutes les ressources du vocabulaire sur mesure politiquement correct ? Pourquoi accepter que des groupes distincts, qui ont leur histoire, leur vie et leur identité propres, soient amalgamés aux Rroms sur la base de similitudes qu'ils auraient, non pas avec eux, mais avec le cliché que certains paysans se

sont faite d'eux au Moyen-Âge ? Pourquoi ne pas distinguer, et donc respecter, les diverses identités, tout en développant un maximum de solidarité tant entre elles qu'avec tous les autres segments de l'humanité, sans préférence aucune ? Comme le souligne Letiția Mark, Beás de Timișoara en Roumanie, « notre diversité ne doit pas être utilisée pour nous diviser dans l'action ». La solidarité peut d'ailleurs s'exprimer soit par la coopération sur base d'égalité dans la connaissance mutuelle des identités, soit par l'engagement aux côtés d'une autre minorité : on voit par exemple des Beás-Rudars s'impliquer dans la cause rrom, en raison d'un sentiment de communauté de destin mais sans renier leur propre identité, ce qui est bien plus positif que l'attitude de certains Ashkalis cherchant à s'affirmer en opposition ouverte aux Rroms, comme si l'on avait affaire à une sorte de concurrence (à moins qu'il ne s'agisse que d'une réaction de défense contre l'assimilation forcée). Un tel engagement ne doit toutefois pas porter préjudice à l'identité propre de chacun, ce qui n'est possible que lorsque les idées sont claires pour tout le monde ou plus exactement lorsque les connaissances, qui sont désormais largement clarifiées, sont accessibles au plus grand nombre possible d'acteurs – les intéressés bien sûr, mais aussi les intervenants sociaux et politiques.

#### UNE DÉNOMINATION SÉRIELLE PARTICULIÈRE RROMS/SINTÉS/KALÉS

La série Rroms/Sintés/Kalés, déjà mentionnée plus haut, a une variante en Allemagne, c'est *Roma und Cinti* (à noter que la distinction entre ces deux groupes, tous deux d'origine indienne et parlant des langues apparentées de près, a été fortement majorée par la propagande nazi). Or, si l'on passe de l'Allemagne au plan européen il est indispensable d'ajouter les Kalés et d'utiliser l'autre formule acceptable : Rroms, Sintés et Kalés – en effet, s'il n'y a que quelques Kalés isolés en Allemagne, ceux-ci sont un bon million en Union Européenne - sans parler de ceux d'Amérique latine. Le terme « Rroms et Sintés » retenu par l'OSCE pour ses activités dans ce domaine, calqué sans réflexion sur l'allemand, est donc inacceptable car il exclut les Kalés. La seule alternative possible est entre d'une part Rroms (au sens étroit), plus les Sintés et les Kalés, ou bien d'autre part Rroms (au sens large) pour l'ensemble de ce peuple, dont la composition est approximativement répartie comme suit : Rroms au sens étroit ~ 88%, Sintés ~ 2 à 3% et Kalés ~ 9 à 10%. En effet, le terme le plus juste, Romanichel (peuple rrom), a été

dégradé en France comme très péjoratif et il n'est donc plus utilisable - à la différence de la Grande Bretagne où il a gardé sa dignité.

## L'APPROCHE FRANÇAISE

On doit reconnaître une certaine cohérence à l'approche de l'Education nationale française qui énumère « Forains, Circassiens, Bateliers, Rroms, Sinté, Kalé, Yéniches, Voyageurs... » comme « communautés du voyage » – rappelons que ce ministère refuse encore de prendre en compte les identités ethnoculturelles et linguistiques. Sa nomenclature, mêlant Rroms, Sinté et Kalé (même si elle aurait dû préciser « ceux des Rroms, Sinté et Kalé qui sont mobiles » – dans la mesure où seul un cinquième d'entre eux est mobile en France) avec des non-Rroms engagés dans des professions ambulantes, a le mérite d'englober toutes les populations mobiles sans produire de ségrégation ou de choix ethnique vis-à-vis de « tsiganes », que le mot soit prononcé ou qu'il soit occulté par un euphémisme. C'est dans cet esprit qu'il est important de maintenir l'existence d'une catégorie de personnes à mode de vie mobile, indépendamment de leur identité nationale, culturelle, linguistique ou autre, et de leur réserver un nom adéquat comme « gens du voyage » ou « professionnels itinérants », etc. Cette approche ne serait toutefois juste que dans la mesure où l'on s'en tiendrait rigoureusement au mode de vie, sans empiéter sur l'identité, et où aucune relation, d'aucune sorte, ne soit établie entre « Gens du voyage » et un quelconque patrimoine culturel, linguistique ou ethnique. En réalité, ce n'est pas le cas et on observe rapidement l'usage du mot « voyageur » comme politiquement correct à la place de « Rroms »; le comble de l'absurde est atteint lorsque l'on parle de la visite de « voyageurs » hongrois sur des terrains en France, alors qu'il s'agit tout simplement de Rroms (et peut-être même de Beás: or, les Rroms de Hongrie sont sédentaires pour la plupart depuis leur arrivée dans ce pays au Moyen Âge, la seule exception concernant ceux qui sont venus s'implanter au XIX<sup>e</sup> siècle après quelque trente ans de mobilité à la recherche de conditions acceptables de vie. Quant aux Beás, ils n'ont jamais été mobiles). En réalité, pour libérer vraiment la notion de « Gens du voyage » de toute dimension ethnique, il faudrait reconnaître de manière indépendante l'existence d'une entité spécifique rromani, sans référence à une éventuelle mobilité.

## CONSÉQUENCE DE L'AMALGAME RROMS/GENS DU VOYAGE EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER

Dans la pratique pourtant, l'amalgame implicite entre Rroms et tsiganes, perçus et renommés comme « Gens du voyage », peut conduire, même en situation de paix, à des conséquences néfastes comme par exemple une discrimination de fait vis-à-vis des Rroms provenant d'autres pays, réfugiés ou autres: en tant que Rroms, ils sont perçus différemment des autres étrangers et rejetés dans la catégorie mal-aimée de Gens du voyage, mais n'étant pas voyageurs, ils ne peuvent pas non plus vivre en Gens du voyage (et être pris en compte par l'Education nationale). De même, dans des procédures de divorce, en Allemagne, on a vu des parents rroms taxés par leur conjoint(e) de *Zigeuner*, ce qui a été interprété par le tribunal comme *reisende Folk* (peuple voyageur) et a conduit à des décisions enlevant à ces Rroms la garde de leur(s) enfant(s), alors qu'il s'agissait de citoyens implantés en un lieu depuis des siècles. Déjà raciste et impardonnable vis-à-vis de véritables *reisende Folk*, de telles décisions deviennent en plus totalement aberrantes vis-à-vis de Rroms vivant « bourgeoisement ».

La confusion des notions de Rroms et Gens du voyage mine également les activités de défense des uns comme des autres, en facilitant les rejets démagogiques mutuels par des caciques qui ont recours, selon leur intérêt du moment, à l'un ou l'autre des aspects pour exclure de la participation tel ou tel concurrent présumé : Rrom, il sera « traité » de *gazo* (non-Rrom) parce qu'habitant de HLM (c'est l'expression); menant une vie (en partie) mobile, il sera à nouveau *gazo* s'il n'a pas d'origine rromani.

Dans un autre contexte, l'amalgame aux Rroms d'identités qui ne parlent pas le rromani permet à certaines instances de faire un autre type de manipulation lors de séminaires ou forums communs prétendus « rroms » : en effet, les débats sont alors conduits en langue majoritaire, ce qui permet aux autorités de garder davantage de contrôle sur les échanges informels. J'ai pu constater à plusieurs reprises le caractère délibéré d'une telle démarche chez certains organisateurs, mais même dans les cas où il n'existe pas une telle volonté implicite, le seul fait d'exclure le rromani des débats le prive de nombreuses opportunités de mettre à jour son aptitude à mieux exprimer les questions actuelles de société et plie les Rroms à l'habitude de penser le monde dans une autre langue que la leur. C'est à ce titre qu'il est légitime de saluer la pratique du Conseil de l'Europe d'intégrer le rromani à de nombreux débats grâce à un système de traduction simultanée en cabines; cette initiative, qui

remonte au début des années 90, est maintenant suivie par d'autres organismes et certains gouvernements.

### AMALGAMES IMPOSÉS PAR DE PUISSANTS DONATEURS

À l'inverse, il est particulièrement pervers pour des organisations, publiques ou privées, d'imposer la fusion des identités sous le même stigma, quel que soit le nom dont on le désigne ensuite, ceci contre la volonté des intéressés et de leurs concitoyens qui, eux, savent faire la différence. C'est pourtant ce qui se passe trop souvent sous le prétexte de ne pas « briser » une identité prétendue commune – laquelle n'existe que dans l'imagination de certains bureaucrates se croyant progressistes et, en face, dans la vision de l'arrière-garde des racistes sur le terrain. On a vu ainsi la Banque Mondiale assujettir l'octroi d'une subvention de recherche à l'acceptation, par l'institut chargé de cette recherche, de mêler dans une étude commune sur la « grande pauvreté » Roms et Égyptiens, malgré les protestations des uns et des autres. Dans le pays concerné – l'Albanie, Roms et Égyptiens ne sont en effet pas plus touchés par la grande pauvreté que certains autres segments de la population, notamment rurale. C'est le moyen bureaucratique et bien-séant de transformer des identités respectables et souvent respectées en problèmes sociaux.

En réalité, certains observateurs ont rapproché l'amalgame entre nos divers groupes sans rien de commun en dehors d'un exonyme méprisant avec le magma fait aux États-Unis entre tous les « Latinos », d'origines on ne peut plus variées, ceci afin de semer suffisamment de confusion pour mieux régner: au vieil adage « diviser pour mieux régner » (*divide and rule – podeli pa vladaj*) s'ajoute ainsi la technique « embrouiller pour mieux régner » (*confuse and rule – zbuni pa vladaj*). Cette situation a pu être qualifiée de « ragoût bosniaque » (*bosanski lonac*); la formation d'un euroragoût bosniaque à base de divers tsiganes et autres Gypsies n'est en rien recommandée.

### LA NÉGATION POLITIQUEMENT CORRECTE

Certains vont jusqu'à construire une argumentation pour étayer ces vues. On voit mener des enquêtes populaires auprès de non-Roms, comme Emigh et Szelenyi en Bulgarie, Hongrie et Roumanie. Un certain Cahn, sans s'être jamais enquis de la réalité et malgré les protestations des intéressés, nous apprend de manière péremptoire que les Roms

d'Albanie ne sont pas sûrs de leur identité<sup>6</sup> – nous n'avons d'ailleurs pas réussi à comprendre la finalité de cette allégation. Un rapport du PNUD explique que « l'ethnicité rromani est un concept fluide ». On peut poser en effet qu'elle l'est, mais ni plus ni moins qu'une autre, ne serait-ce que parce qu'heureusement, toute ethnicité vivante est un concept fluide – le contraire s'appelle repli et haine nationalistes. Constatant qu'il y a davantage de personnes identifiées comme Rroms par la population ambiante que par les Rroms eux-mêmes, ces chercheurs ne comprennent pas que sous le terme de Rroms, présenté comme l'équivalent politiquement correct de Tsigane, certains « gazés » englobent des Beás, Rudars ou Ashkalis qui ne sont pas Rroms, alors que les Rroms comprennent Rrom au sens strict (et juste) du terme. Les « experts » voient là un paradoxe, car les résultats de leurs « expertises » sont inverses de ceux qu'ils obtiennent pour d'autres nations : ainsi ils trouvent davantage d'Ukrainiens s'identifiant eux-mêmes Ukrainiens, que perçus comme tels par les Russes. C'est tout simplement parce que ceux-là sont perçus superficiellement par les Russes, non comme Ukrainiens mais comme de bons copains russes; sans doute ces enquêtés, fréquentant de loin les dits Ukrainiens et parlant russe avec eux, ignorent-ils simplement leur identité. L'implication pour les Rroms semble peu pertinente, d'autant plus qu'un grand nombre de Rroms – notamment parmi les travailleurs immigrés dans les pays d'immigration d'Europe de l'Ouest, n'est nullement perçu comme Rroms, mais comme Yougoslaves, Bulgares, Grecs, etc. On ne peut que s'étonner que des mécanismes aussi simples soient encore présentés comme énigmatiques par ces « chercheurs »; il est impossible d'imaginer que ce soit par ignorance ou naïveté, en fait ce sont leurs visées qui restent énigmatiques.

Les dits experts et chercheurs en concluent que « en tant que groupe racialement stigmatisé, le statut des Rroms est décidé extérieurement, par les autres. Les gens du dehors ont tendance à classer les individus comme Rroms sur la base de caractéristiques sociales comme la misère, le manque d'instruction et la vie en grandes maisonnées » – écrit le PNUD, confirmant ainsi que la notion même de « tsigane » sur laquelle il s'interroge est bel et bien raciste. Et finalement, qu'il désigne cette notion du nom politiquement correct de « Rroms » comme dans son texte où il fait un contresens, ou bien qu'il la désigne franchement du vieux nom de « Tsiganes », ce qui rendrait son vrai sens à ce texte, nous

---

<sup>6</sup> « *Roma in Albania do not have a clear-cut ethnic identity. They have multiple identities* », (Cahn, 1999).

n'avons là qu'une substitution lexicale, le regard restant sur le fond par essence raciste. La seule chose exacte est que le statut des Rroms est décidé extérieurement par les autres, à savoir – après les paysans, par le PNUD, les donateurs et les organisations comme le Conseil de l'Europe ou l'OSCE qui confisquent bel et bien aux intéressés leur droit à définir leur identité. Pour sceller cette usurpation, il est clair que l'on trouvera toujours un Rrom, un Beás ou un Ashkali – mais aussi un immigré, un colonisé ou un provincial prêts à décliner l'identité qui leur apportera quelque avantage. Une même Beás de Croatie qui s'était déclarée de manière péremptoire comme telle à une conférence internationale à Budapest en juillet 2003 a affirmé trois mois plus tard à Strasbourg qu'elle était « Romkinja ». Devant l'étonnement des autres participants elle s'est justifiée en disant qu'elle avait *bien été obligée* de se présenter ainsi car « il y avait là présentes deux dames du ministère dans l'assemblée ». Comble d'absurde, je connais très bien ces deux dames qui sont très ouvertes et penchent pour la distinction Rroms/Beás – on peut parler de présomption erronée d'opinion entraînant une autocensure.

Il est donc évident que la substitution entre les termes, notamment « tsigane » par « Rrom », est non seulement, dans le meilleur des cas, le produit de l'ignorance mais aussi qu'elle induit des conséquences très graves, créant l'espace pour la négation même des identités de ces cinq peuples sans territoire compact. Le rapport du PNUD continue : « Le critère d'identification des Rroms, qui sont hautement stigmatisés, diffère de celui qui vaut pour identifier les autres groupes ethniques. Ceci illustre qu'il est nécessaire d'effectuer davantage de recherches pour *savoir qui sont les Rroms*. On doit aussi examiner le rapport entre pauvreté et ethnicité ». La réponse est pourtant simple :

- a) tous les Rroms savent qui sont les Rroms,
- b) il n'y a aucun rapport entre pauvreté et ethnicité rromani
- c) et toute recherche sur ce point ne peut que confirmer des évidences – enfoncer des portes ouvertes.

Les contacts de terrain indiquent tous la claire distinction des intéressés entre Rroms et par exemple Beás : ainsi, lorsqu'en Hongrie on arrive dans un quartier de bout de village (*telep*) où sont implantés les Rroms et qu'on leur demande en rromani « Il n'y a que des Rroms ici ? », la réponse qui vient est fréquemment : « Ah non, il y a aussi deux ou trois maisons de Beás et un paysan » – l'inverse étant vrai chez les Beás, puisque ceux-ci déclarent dans leur langue : « Pas loin de nous, il y a des *Colompars* (litt. fabricants de grelots, c'est-à-dire des Rroms; on dit aussi



*Lăcătar*)». De réponses comparables, illustrant bien la distinction, sont tout aussi usuelles là où cohabitent Rroms et Ashkalo-Egyptiens en Yougoslavie ou bien des Rroms, des Rudars, des Hongrois et des Moldaves en Roumanie.

Ainsi, la question du PNUD ne se pose que si l'on refuse obstinément d'y répondre en prenant en considération la parole des intéressés, c'est-à-dire non seulement des Rroms, mais aussi des autres peuples sans territoire compact, mais il faut alors reconnaître franchement ce refus d'écouter, ce qui après tout est un droit, et corriger en conséquence le vocabulaire, ce qui est un devoir, en écrivant : « Ceci illustre qu'il est nécessaire d'effectuer davantage de recherches *pour savoir qui sont les tsiganes*. On doit aussi examiner le rapport entre pauvreté et [éventuelle] ethnicité [tsigane] ».

Comme on le voit, le texte du PNUD, pris au pied de la lettre, est implicitement négationniste, puisqu'il refuse de reconnaître l'identité rromani ou qu'il suggère de la réduire à la notion de misère. Au contraire, si l'on remplace « Rroms » par « tsiganes », ce même texte démontre très clairement que « tsigane » n'est pas pertinent à la notion d'ethnicité et que non seulement le mot, mais aussi la notion qu'il exprime, quelle que soit l'étiquette que l'on lui colle, sont à reléguer au magasin des visions racistes du monde. Dans la mesure où la distinction d'un groupe, soit appelé tsigane, soit désigné par des euphémismes – sériels ou non, s'appuie sur des différenciations visibles par les profanes et d'expérience immédiate, comme la couleur de peau, la misère ou la marginalité, faisant presque automatiquement appel à des stéréotypes, cette distinction est raciste. Si au contraire une distinction s'appuie sur des caractères culturels qui sous-entendent, pour qu'on puisse les connaître, une familiarisation avec eux, on n'est plus dans le domaine du racisme mais dans celui du respect et de la valorisation des cultures.

On peut d'ailleurs comprendre le désarroi d'un observateur du PNUD, arrivant sans connaître aucune des langues en présence dans un quartier où vivent Rroms pauvres et autres citoyens pauvres - car l'urbanisme regroupe, on le sait, souvent les pauvres ensemble : comment pourrait-il distinguer les cultures en présence. Il repartira sans doute conforté dans son simplisme.

## LA CARRIÈRE INDIVIDUELLE ET SON PRIX

Le travail de terrain révèle que, si l'on interroge les dépositaires du savoir traditionnel, tant chez les Rroms que parmi les autres groupes, la distinction entre les diverses identités concernées est parfaitement nette.

Pourtant, si l'on s'adresse à un certain nombre d'activistes professionnels d'origine beás, yéniche ou ashkali, il se trouve que certains reprennent à leur propre compte l'usage du mot « Rrom » comme substitut politiquement correct de « tsigane » et se déclarent eux-mêmes Rroms. Faut-il voir là une connaissance plus approfondie des réalités ethniques, acquise à travers un cheminement personnel de recherche et de réflexion sur les identités en question, ou bien simplement une appropriation opportuniste de l'idéologie dominante, y compris avec sa composante de clichés ? Force est de constater qu'il s'agit de cette dernière attitude, souvent renforcée par un souci – compréhensible – de carrière: il est en effet logique que tel ou tel leader local qui a débuté sa carrière sous l'étiquette « Rrom », mieux connue et donc plus commode à brandir que les autres, ne souhaite pas faire marche arrière ou du moins qu'il redoute pour sa position de remettre en jeu ses acquis. Certains l'ont fait et on doit souligner leur courage, d'autant plus qu'ils ont rarement trouvé l'appui qu'ils méritaient. On peut effectivement comprendre qu'une personne, à titre individuel et dans un contexte de carrière à composante ethnique, se sente davantage disposée à s'intégrer à une identité déjà largement reconnue (à laquelle il peut du reste apporter une contribution de valeur par son travail), qu'à lutter pratiquement seul contre la dictature des idées reçues pour faire émerger et reconnaître une identité presque inconnue jusqu'ici: il s'expose à doubler son combat, déjà très pénible. On peut fort bien concevoir la contribution d'un Beás à la cause rromani ou inversement d'un Rrom à la cause beás, voire à des causes tierces comme celle des Sames, des Berbères ou des Palestiniens. On peut même imaginer qu'il s'identifie individuellement à cette cause, droit que reconnaît la conception ethnique de l'OSCE. Ceci toutefois ne signifie pas que les Beás soient des Rroms, ou les Rroms des Beás, des Sames ou des Berbères. Position personnelle et identité collective ne doivent en aucun cas être confondues. Józef Korzeniowski est devenu, sous le nom de Joseph Conrad, l'un des plus grands auteurs anglais, mais cela ne signifie pas que les Polonais soient des Anglais. L'Albanais Marko Boçari a été, sous le nom de Botzaris, un des héros de l'indépendance grecque, ce qui n'implique nullement que les Albanais soient des Grecs. Nul doute que ces écrivains de l'altérité – citons encore Kafka, Beckett, Halter, mais aussi Avicenne et bien d'autres, tout comme ces généreux héros transnationaux, ne soient une magnifique expression de l'humanité universelle.

Toutefois un problème apparaît dans le domaine que nous traitons ici : en effet, on constate très souvent que les Beás et les Ashkalis sont plus « dociles » que de nombreux Rroms pour s'impliquer dans une

logique de « politique politicienne ». Le résultat est que de plus en plus de « représentants » des Rroms, y compris aux échelons les plus élevés de la politique, n'ont aucun rapport avec les Rroms, puisqu'ils ont été recrutés parmi ces groupes qui justement ne le sont pas. Ils proviennent en fait de l'entité tsigane, rebaptisée « Rroms » pour les commodités d'une politique pliée à l'idéologie dominante du moment. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner par la suite que ces « représentants » négligent la langue, la culture, l'identité, l'affirmation et les revendications rromani, lesquelles leur sont entièrement étrangères – ce que les politiciens « gazés » ne peuvent bien sûr détecter, mais qu'ils apprécient vite car il y a moins de revendications. Ces leaders n'ont en effet de commun avec les Rroms que l'appellation populaire « tsiganes » et quelques problèmes sociaux, en fait partagés au niveau européen tout autant par les travailleurs immigrés et les régions rurales défavorisées. Au lieu d'être utiles à leur propre minorité, ils usurpent des places de décision où devraient s'exprimer des voix rromanis.

Dans un pays comme la Croatie par exemple, où 80% des « tsiganes » ne sont pas Rroms (les Rroms ont été exterminés au cours de la 2e Guerre mondiale) mais Bajaši, il est important que les choses soient claires dès le départ, si l'on veut permettre aux enfants bajaš d'avoir accès à l'enseignement dans leur langue et culture maternelles, dont les écrits commencent à s'étoffer. Le danger est bien entendu que leur soient imposées la langue et la culture rromani, qui leur sont totalement étrangères, ce qui conduirait à des situations aussi absurdes que celle des Pomaks de Grèce, qui bénéficient, en plus du grec, d'enseignement en langues dites « maternelles » turque et arabe, alors que leur vraie langue maternelle en est une quatrième, totalement exclue de l'enseignement<sup>7</sup>. S'il est vrai que la langue et la culture des Bajaši sont très mal connues, la solution n'est pas de les remplacer en bloc par celles des Rroms mais de réaliser les études auxquelles cette population a le droit le plus légitime pour mieux connaître sa propre identité. Il semble que la Croatie soit désormais en passe de rejoindre le bon chemin.

À ceci s'ajoute que la notion de visibilité par la couleur est devenue depuis quelques années d'une importance particulière dans le contexte de l'entreprise de négation, voire d'étouffement, de l'identité nationale et/ou ethnoculturelle et linguistique rromani : en effet, on constate que la plupart des organismes qui ont ressenti le besoin de mettre en place

---

<sup>7</sup> Ceci évoque la situation coloniale où les enfants des colonies françaises par exemple en Afrique tropicale apprenaient « nos ancêtres les Gaulois avaient des yeux bleus et des moustaches blondes ».

un « représentant » tsigane – appelé pour l'occasion rrom, pour justifier leur activité (et leurs subventions) ont souvent désigné pour ce faire des individus dont le teint particulièrement sombre satisfaisait leur critère de visibilité. Or, il se trouve que ce teint est plus courant chez les Beás que chez les Rroms. Cet élément, qui s'appuie sur des traits somatiques et non sur des valeurs spirituelles, renforce donc une confusion empreinte de racisme. Ce n'est sans doute pas par hasard si l'article du Monde du 28 mai 2002 sur le lycée « tsigane » de Pécs en Hongrie commence par ces mots : « Une vingtaine d'élèves, à la peau aussi foncée que celle de leur professeur, entonnent une série de verbes en langue beash » – avant d'expliquer que cette « *success-story*, c'est la vitrine que les autorités aiment exposer en Europe ». Ces deux phrases montrent en raccourci l'hypocrisie d'un amalgame prétendu politiquement correct.

## L'APPROCHE STATISTIQUE

Lorsque l'on compare les importances numériques respectives des populations concernées, on constate qu'au niveau européen les Rroms/Sintés/Kalés (c'est-à-dire Rroms au sens large) constituent environ 90% des populations couvertes par les désignations sérielles servant de substitut au mot « tsiganes ». Par ailleurs il existe des peuples sans territoire compact pratiquement jamais perçus comme « tsiganes » (Aroumains, Arméniens occidentaux et Sames), lesquels sont trente fois moins nombreux que les Rroms. Dans le cas des Juifs, la proportion est comparable si l'on se limite aux yiddishophones et djudyophones, mais elle devient impossible à établir si l'on prend en considération le nombre considérable mais inconnu de ceux qui n'ont pas de langue propre en plus de la langue majoritaire locale tout en se réclamant citoyens des pays d'Europe.

Certains ont pu défendre l'amalgame aux Rroms des 10% supplémentaires d'Ashkalis, Beás, Yéniches et Travellers pour donner plus de poids aux revendications des Rroms. Un *leader* rrom de Macédoine m'expliquait récemment qu'il attirait les Ashkalis pour faire des demandes de subventions et gonfler ses chiffres mais qu'il comptait bien les évincer une fois les fonds obtenus en leur disant qu'ils ne sont pas Rroms. Une telle vue du nombre qui fait la force est heureusement dépassée en Europe, car elle exclut du chapitre tous les groupes peu nombreux, justifiant ainsi toute oppression des minorités par les majorités, ce qui est bien entendu contraire aussi bien aux aspirations des Rroms et des autres peuples qu'à la démocratie réelle. Devrait-on, pour des raisons de nombre, nier les droits de groupes humains infimes,

comme les virtuoses du violon, les génies des mathématiques, les derniers des Mohicans ou les victimes d'une injustice, ou encore d'une maladie rare ? Par ailleurs, distinguer des peuples qui sont différents par leur identité et leur histoire, même si de nombreux éléments transversaux les relient entre eux tout comme d'ailleurs avec de nombreux autres peuples encore, n'exclut en rien de développer une solidarité d'autant plus saine et efficace que ses bases seront clairement définies.

En tout état de cause, l'écrasante majorité des Roms parmi les peuples sans territoire compact, y compris si l'on prend en considération ceux qui ne sont pas « tsiganes », et même si elle explique l'amalgame populaire fait entre eux, n'est pas une justification pour ériger cet amalgame au niveau d'une approche raisonnée et donc en principe respectueuse des réalités. Tout groupe, aussi petit soit-il, a droit à voir reconnaître sa propre identité dans la mesure où elle est un fait de son expérience. Ce ne sont que les ignares qui qualifient les Ukrainiens de Russes, les Arméniens de Juifs, les Berbères d'Arabes ou les Vietnamiens de Chinois. Un tel modèle basé sur l'ignorance, découlant elle-même souvent du mépris, est d'autant plus à proscrire qu'il est préjudiciable à la fois pour celui qui l'accepte et pour l'ensemble des populations concernées.

## CONCLUSION

Il y a donc trois solutions possibles à cette question :

a) on peut garder la notion de « tsigane/Gypsy » et désigner ouvertement de ce terme des populations marginales, identifiées comme telles selon le regard raciste traditionnel – quitte à les qualifier d'asociales. On a pu défendre cette position en alléguant qu'en Hongrie par exemple, certains Roms préféraient le mot *vigány* à celui de *Rrom* (en hongrois *Roma*); en réalité, le rejet de ce mot, rejet motivé par sa similitude avec *Roman* (Roumain), s'appuyait sur un autre type de racisme, le racisme anti-roumain, donc extérieur à la question rromani, puisqu'il s'agissait de se tenir à l'écart du nom du peuple roumain, détesté des Hongrois de basse classe<sup>8</sup>. Heureusement cette position appartient désormais au passé. En Roumanie – par suite des cinq siècles d'esclavage (*țigăni* en roumain évoque davantage l'esclave ou l'ancien esclave, voire un sous-humain, qu'un vrai peuple), mais aussi en France – en raison de la négation jacobine

---

<sup>8</sup> La confusion avec *romai* « romain » n'aurait pour sa part gêné personne.

institutionnalisée des langues et cultures dites minoritaires, bon nombre de personnes, y compris des Rroms, utilisent encore le mot « tsigane » à côté de « gens du voyage ». Certaines gens estiment bienvenu de respecter cette prétendue sensibilité, mais il me semble qu'il y a une certaine hypocrisie à rester aujourd'hui indifférent à l'usage inadéquat d'un terme qui a été matraqué par les autorités pendant des décennies, à le « respecter » sans même chercher à l'explicitier, comme si son emploi découlait du choix libre et bien informé de l'usager. Certaines courriels qui circulent pour insister sur le fait que les Sintés n'ont rien à voir avec les autres Rroms révèlent un rejet qui ne serait accepté dans aucun autre groupe humain. C'est le résultat d'un long lavage de cerveau.

b) on peut aussi opter pour garder ce même concept de « tsigane/Gypsy » et en le maquillant à l'aide soit d'un euphémisme – d'un « cache-tsigane », comme le mot « Rrom » dont on change alors le sens, soit d'une dénomination sérielle – dans cette logique on aura du mal à parler d'un peuple qui a contribué au génie européen et cherche à faire reconnaître sa place. On parlera plutôt dans cette optique de problèmes sociaux et de charité vis-à-vis d'un « groupe-cible », d'une « classe défavorisée » ou d'une « population marginale », ce qui est aussi loin de la véritable identité rrom que de la simple justice, même si les vicissitudes de l'histoire ont effectivement jeté une partie des descendants de l'élite intellectuelle et spirituelle indienne du XI<sup>e</sup> siècle au plus bas de la société européenne ou dans ses marges.

c) enfin, on peut prendre en considération tous les peuples sans territoire compact (une dizaine en Europe), du fait des traits qui les rassemblent, et encourager une large coopération entre eux sur le plan européen ainsi que des échanges pour qu'ils puissent mieux se connaître et s'épauler les uns les autres. Cette option coupe court à toute acrobatie terminologique puisque l'on pourra parler alors tout simplement de « peuples sans territoire compact » - et parmi eux, des Rroms.

Il n'est pas question bien entendu de censurer les mots « tsigane/Gypsy », mais de leur rendre leur vrai sens, dans leur vrai contexte, celui d'un regard posé par des étrangers peu informés, parfois romantiques, souvent racistes, sur plusieurs catégories de personnes sans liens pertinents entre elles ni traits qui les différencient nettement des

autres). Il faut aussi en limiter l'usage à leur véritable contexte : s'ils ont droit de cité en littérature, en histoire et dans les polémiques racistes, ils n'ont nullement leur place dans le discours scientifique ou politique d'actualité ni les médias. Quant à « gitan », synonyme de « Kalo », il ne peut en principe désigner que la branche des Rroms qui s'est constituée dans la péninsule ibérique; pourtant, dans la mesure où les intéressés l'étendent à l'ensemble des Rroms, il est accepté en français comme alternative dans ce sens. Il est clair que « tzigane/Gypsy » est indispensable en français, ne serait-ce que pour traduire les pages noires de la littérature raciste et parfois les clichés romantiques "Amour rrom" ne remplacera jamais "Amour gitan" ou "Amour tzigane" dans telle veine de romantisme, de même que "Black spiritual" ne saurait détrôner "Negro spiritual" (*v. supra*).

À moins que les décisions politiques du moment ne prévalent, comme au temps des dictatures des siècles passés, sur la réalité et sur la volonté des intéressés, l'option la plus juste et la plus sereine est de distinguer clairement entre les Rroms et « les divers groupes qui leur sont traditionnellement assimilés », de reconnaître une égale dignité à leurs identités respectives et de les intégrer dans la catégorie plus vaste et objectivement déterminée des **peuples européens sans territoire compact** en encourageant toutes les formes possibles de solidarité transversale. Les organisations internationales devraient au plus tôt opter pour cette vision, sinon elles deviendront par inertie et par inconscience complices d'un processus de destruction qui peut conduire au pire.

Dans ce contexte de confusion, souvent responsable de drames humains sévères, alors qu'une information correcte est à portée de main, il nous a semblé légitime de réfléchir à un projet européen de Programme Pluri-Formation qui aurait son centre à l'INALCO et tous les chercheurs intéressés par le sujet y seront les bienvenus.

Marcel COURTHIADE

## **TOUR D'HORIZON DES PEUPLES EUROPÉENS SANS TERRITOIRE COMPACT AUTRES QUE LES RROMS/SINTÉ/KALÉ**

### BALKANO-ÉGYPITIENS ou ASHKALO-ÉGYPITIENS

Autres noms : Ashkali, Hashkali, Evgjits, Jevgs, Egyouptsi, Magiup

Population peut-être d'origine égyptienne, qui serait par-venue dans les Balkans en partie à l'époque d'Alexandre de Macédoine pour le commerce, mais surtout au IV<sup>e</sup> siècle (entre 306 et 337 selon un document du Vatican) sous forme d'un flux de soldats – ultérieurement mariés aux femmes des Balkans. Les anciens ont le souvenir à travers les siècles d'être originaires de « Misiri, qui est en Turquie » (il s'agit de *Misir* - l'Égypte en turc, qui a en effet longtemps été ottomane). C'est en Albanie qu'ils sont les plus nombreux avec plus de 50.000 Evgjits ou Jevgs identifiables (une majorité est entièrement assimilée), presque autant en Dardanie (Kosov@ et Métohie), suivis de la Macédoine, de la Grèce et enfin de la Bulgarie avec environ 12.000 Egioupti dans la région de Madan (dans les Rhodopes; à noter que les noms de famille les plus répandus chez ceux de Madan sont des variantes de Karamisiriev <*kara* « noir » et *Misir* « Égypte »). En Turquie on les appelle Kıpt. La plupart sont musulmans, parfois de conversion récente (XIX<sup>e</sup> siècle). Certains adhèrent à un islam radical (comme à Uroševac/Ferizaj en Dardanie).

De nombreux habitants les confondent avec les Rroms sous le nom de « tsiganes », surtout en ex-Yougoslavie, mais ceux qui les côtoient, notamment en Albanie et en Métohie sont bien conscient de la différence. Ni les Ashkalo-Égyptiens, ni les Rroms n'acceptent la confusion. Souvent implantés au centre des villes (Ohrid, Struga etc...), ils n'ont jamais eu de mode de vie mobile. L'Etat albanais les considère comme des Albanais de souche, malgré leur origine non illyrienne très lointaine, et leur refuse le statut de minorité tant à ce titre que du fait de l'absence d'une langue (en Albanie ils parlent tous albanais – parfois avec un accent savoureux que certains cultivent par jeu), d'une littérature ou de traditions qui leur soient propres. Toutefois, ils sont victimes d'un net mépris du reste de la population balkanique, ce qui contribue à fragiliser la stabilité politique dans la région. Devant la discrimination objective dont ils souffrent trop



souvent, il serait hypocrite de les considérer comme des citoyens jouissant des mêmes droits que les autres; une action de sensibilisation doit être menée en leur faveur, notamment en valorisant leur héritage. Les exactions de certains Cossovars extrémistes pour « purifier » la Dardanie des Ashkalo-Égyptiens après 1999 ont montré que ces derniers constituent un enjeu politique non négligeable. Depuis quelques années et sans que cela constitue une règle, le mot Ashkali tend à désigner les métis de Rroms et de Balkano-Égyptiens, qui auparavant évitaient les intermariages. Ajoutons que les Balkano-Égyptiens possèdent une poignée de mots à eux, certains d'origine inconnue, quatre ou cinq empruntés au rromani et les autres évoquant l'Égypte, par exemple en Dardanie *misíre* pour « magie » (litt. « égyptiennerie ») ou encore en Albanie l'expression *aspi vòçe* (maintenant passée dans l'argot général) « tais-toi on écoute » qui pourrait rappeler le copte *aspe* « langue » *djodje* « étranger, ennemi » – mais cette similitude peut n'être qu'une simple coïncidence anecdotique.

#### BEÁS-ROUDARS ou MOÉSO-ROUMAINS

Autres noms : Banyash, Bunyash, Boyash, Banjaš, Bajaš, Lingurar, Gurbet (en Grèce), Moeso-Roumain

Remarque : Beás < Banyas, traduction de Rudar (lat. *Bany*~ = slave *Rud*~ « mine(rai) » + suffixe de profession ~*aš*/~*aš* = ~*ar*).

Population roumanophone (parlers roumains sud-danu-biens, proches de ceux du Banat oriental) souvent confondue avec les Rroms sous le nom de « tsiganes » par le bas peuple d'Europe centrale, mais sans rapport avec ces derniers. Ni les Beás, ni les Rroms n'acceptent cette confusion. C'est en Roumanie qu'ils sont les plus nombreux (près d'un demi million identifiable; alors qu'une majorité est absorbée dans la population), puis en Hongrie (env. 20.000); quelques dizaines de milliers sont éparpillés en Serbie, Croatie, Bosnie, Slovaquie, Bulgarie (région de Varna) et même en Grèce, près d'Athènes. Un contingent important a émigré en Colombie, dans la région de Cali. Les Beás n'ont jamais eu de mode de vie mobile. C'est en Serbie qu'ils présentent le plus de traits archaïques (trances chamaniques, démonologie, magie etc.) tandis qu'en Roumanie du sud ils pratiquent une sorte de potlatch, appelé *gurban*, le 23 avril. Leur origine reste inconnue mais l'hypothèse qu'ils seraient les descendants d'autochtones de teint sombre ayant habité la Moesie supérieure (actuelle Serbie du sud), latinisés avec tout le reste des Balkans puis éparpillés au moment de l'arrivée des Serbes au VII<sup>e</sup> siècle est la plus vraisemblable – d'où le terme parfois employé de Moeso-Roumains. En fait les recherches sur leur passé sont très vites

découragées car elles impliquent des thèmes d'Histoire qui restent des pommes de discorde entre certains Etats de la région et il est peu vraisemblable que l'on arrive rapidement à un degré suffisant de sérénité pour pouvoir avancer dans ces recherches : l'enjeu relativement modeste au niveau des Rudars-Beás ne justifie pas le risque de raviver des sujets si sensibles. Cette population souffre d'un ostracisme manifeste et constitue une des parties de la population roumaine la plus arriérée avec certains Moldaves et certains Rroms mais leur situation n'est pas moins alarmante dans les autres pays, même si des leaders issus de leur population ont parfois fait carrière – souvent sous le nom de « Rroms » (sauf en Bulgarie où ils se présentent sous leur vraie identité).

En Hongrie, ils ont été l'objet de manipulations ethno-politiques destinées à justifier diverses idéologies, projets et stratagèmes, soit vis-à-vis des Rroms, soit vis-à-vis de la Roumanie. C'est en Hongrie toutefois que leur revendication de reconnaissance politique semble la plus avancée; quelques livres de folklore leur sont consacrés, mais ils n'ont ni littérature, ni art qui leur soient propres – à l'exception d'un important nombre de peintres naïfs, dits « tsiganes », en Hongrie: Orsós Teréz, Rác László, Kosztics László etc. Une remarquable traduction beás de l'épopée hongroise « János le Preux », de Sándor Petőfi, est cependant parue à Pécs en 2001 (nous en parlerons dans cette revue).

#### YÉNICHES

Autres noms : Fecker, Keßler, Spengler, Laninger, Karner, Roulé, Miré

Population d'origine germanique et à mode de vie traditionnellement mobile vivant en Allemagne, France, Suisse (entre 20 et 40.000 dans chacun de ces pays) et Autriche (quelques centaines près de Melk). Appelés parfois « tsiganes blonds », ils sont souvent confondus avec les Rroms, alors qu'en réalité ils sont les descendants de victimes déracinées de la Guerre de Trente ans. Leur parler est surtout à base d'allemand et d'alsacien, mais on y trouve une poignée de mots yiddish, hébreux et rroms. Ils ont été persécutés par le troisième Reich, mais également par les autorités suisses d'après-guerre (centaines d'enfants yéniches arrachés à leur famille de 1926 à 1972 – des précédents avaient eu lieu au XIX<sup>e</sup> siècle). Le déclin de leurs activités traditionnelles (colportage, réta-mage, ferrailage, remoulage, etc ...) conduit les Yéniches à se fondre dans les populations défavorisées des banlieues, sans qu'une affirmation politique ne semble se dégager chez eux à l'heure actuelle. Quelques écrivains et artistes suisses sont d'origine yéniche; leur langue d'écriture est l'allemand et la plus connue est

Mariella Mehr, mais on doit également citer Peter Paul Moser et, dans le domaine musical, Stephan Eicher.

Lors de la ratification de la Charte européenne de langues régionales et minoritaires par la Suisse en 1997, le yéniche a été reconnu en tant que "langue nationale sans territoire" de la Suisse. L'année suivante, le pays a ratifié la convention cadre du Conseil de l'Europe, reconnaissant les "nomades suisses" comme une minorité nationale.

#### TRAVELLERS

Autre nom : Tink[]ers

Population de souche celte qui s'est constituée du XII au XX<sup>e</sup> siècle à partir de paysans ruinés poussés par la famine sur les routes. Ils sont environ 27.000 en Eire et 15.000 en Ulster (Irish Travellers), 15.000 en Écosse et Angleterre (Scottish Travellers, en partie originaires d'Irlande) et 7.000 aux États-Unis. Longtemps simples vagabonds, un peu moins d'un quart d'entre eux mène de nos jours un mode de vie mobile, dans des roulottes caractéristiques d'une grande beauté. Ils ont toujours été marginalisés dans les campagnes britanniques, malgré l'utilité de leur force de travail et leur artisanat. Ils souffrent encore du stigma lié à leur origine et qu'ils partagent avec les Rroms, alors que rien ne permet de les confondre avec eux. Comme eux, ils sont victimes du chômage, du manque de formation et des diverses plaies sociales qui les accompagnent – et renforcent l'ostracisme dont ils sont victimes. Ils ont développé une musique spécifique qui tend à disparaître. Ils auraient deux types de vocabulaires spécifiques, le shelta et le gammon, tous deux d'origine inconnue (peut-être une sorte de verlan à base celte; exemples: *gathera* "père", *naderum* "mère", *goya* "enfant", *comera* "chien", *múóg* "porc", *glórbh* "regarder", *táiri* "parler" etc...). Malgré des subventions importantes versées à leurs organisations, leur situation ne s'améliore guère.

#### ARMÉNIENS OCCIDENTAUX

Population indo-européenne qui a été implantée depuis le V<sup>e</sup> siècle avant notre ère dans une vaste zone au sud du Caucase. La première migration massive a lieu autour de l'an 1080 de la région du lac de Van vers la côte sud de l'Asie mineure en raison de l'arrivée des Turcs seldjoukides. Ils fondent le royaume de Cilicie qui tombera en 1375 sous les coups des mamelouks. Les Arméniens sont par la suite éparpillés dans tout l'Empire ottoman mais aussi en Europe centrale. Avec le génocide de 1915, qui a fait près de deux millions de victimes parmi les Arméniens occidentaux, les survivants sont déportés ou expulsés. Ce

sont ces Arméniens d'Anatolie qui forment l'essentiel d'une diaspora comptant dans le monde trois millions de personnes dont plus d'un million dans les pays de la CEI, 600.000 aux Etats-Unis et près de 300.000 en Union européenne. Paris a longtemps été le centre culturel des Arméniens occidentaux mais il semble qu'à l'heure actuelle ce soit au Liban que se trouve la production littéraire et artistique la plus significative.

#### ASSYRO-CHALDÉENS

Seuls 12% des deux millions d'Assyro-Chaldéens vivent en Union Européenne... Ce sont les derniers locuteurs de "la langue du Christ" (araméens) avec une importante littérature pieuse. Ils sont les héritiers de la confession chrétienne nestorienne, qui eut son heure de gloire au Moyen-Âge puisqu'elle évangélisa jusqu'à la Chine et la Mongolie. Le génocide qui frappa le Arméniens dans l'Empire ottoman n'épargna pas les Assyriens. De nos jours on trouve une forte communauté d'Assyro-Chaldéens à Sarcelle mais il semble que leur langue, le souret, soit en situation alarmante.

#### JUIFS LOCUTEURS DE JUDÉO-LANGUES

Les juifs sont un peuple connu de tout le monde. La diaspora actuelle a ses origines dans la dispersion consécutive au saccage de Jérusalem et à la destruction de son second temple en l'an 70 de notre ère, puis à la révolte juive menée par Bar Košeba (132-135) et écrasée par Hadrien. Avec l'abandon de la langue hébraïque – devenue araméen déjà avant notre ère, puis l'abandon de celle-ci, ils ont acquis les langues des pays de séjour mais les ont si profondément changées qu'ils en ont fait des « judéo langues », dont la plus célèbre, le judéo-allemand ou yiddish, formé sur la base des parlers rhénans de l'allemand vers la fin du premier millénaire, était parlée avant le génocide nazi dans toute l'Europe de l'est par dix millions de locuteurs dans deux dialectes principaux. Le yiddish a donné naissance à une importante littérature profane à partir du XVI<sup>e</sup> siècle. Il est aujourd'hui encore parlé par plus d'un million de personnes, surtout en dehors de l'Europe. Par ailleurs, il s'est formé un judéo-espagnol (djudyo), qui a disparu de la péninsule ibérique avec l'expulsion des juifs d'Espagne en 1492 vers l'Est de la Méditerranée, mais s'est maintenu dans tout l'Empire ottoman et les pays qui lui ont succédé. Le judéo-français a disparu au XIII<sup>e</sup> siècle et le judéo-occitan au XX<sup>e</sup>. Il existe un judéo-arabe bien vivant encore, ainsi que plusieurs autres judéo-langues plus locales, toutes en dehors de

l'Europe (Iran, Inde etc). De ces diverses langues, seul le yiddish, et à un moindre degré hélas le djudo, concerne directement l'Union européenne. Quant à la question de l'identité, des volumes entiers lui ont été consacrés; le simple débat sur l'option graphique entre « Juif » et « juif » reflète toute la complexité du problème.

Le yiddish est protégé en Europe par la recommandation 1291 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, en date du 20 mars 1996.

#### AROUAINS

Autres noms : Arminiï, Macédo-Roumains, Vllah, Tsintsari, Tchoban etc...

Les Arouains constituent la principale population héritière de la latinité balkanique (si l'on fait abstraction des Roumains proprement dits, encore appelés Daco-Roumains et des Beás-Rudars descendants des Moeso-Roumains – les autres héritiers étant les 4.000 Méglénites de Gevgelija en Macédoine et les 800 Istro-Roumains de Šušnjevića en Istrie, puisque les trois ou quatre langues romanes de la côte dalmate ont disparu depuis plus d'un siècle). Il ne s'agit pas d'une diaspora roumaine mais d'un peuple sans territoire compact constitué sur place dans les Balkans après la romanisation. C'est en Macédoine, Grèce et Albanie qu'ils sont les plus nombreux – peut-être 320.000 en tout. Ils ont été longtemps caractérisés par deux professions bien précises et très différentes : bergers transhumants d'une part, riches commerçants de l'autre – avec des comptoirs un peu partout en Europe, jusqu'à Vienne et Anvers, et dans l'Empire ottoman au temps de leur apogée, le XVIII<sup>e</sup> siècle. Ce n'est qu'au XX<sup>e</sup> siècle qu'ils ont commencé à développer leur langue, encore considérée pour des raisons politiques comme un « dialecte » par les autorités roumaines et grecques, et leur production littéraire reste modeste dans cette langue. Beaucoup hésitent sur la nature de leur identité : linguistique, culturelle ou nationale, voire religieuse (orthodoxe grecque) ? Ceci est un intéressant sujet de débat.

La langue et la culture arouaines sont protégées en Europe par la recommandation 1333 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, en date du 24 juin 1997.

#### SAMES

Autres noms : Saamie, Sámi, Sápmi, Finner, Lapons

Selon toute vraisemblance originaires de l'Oural et apparentés aux Komi, Mordves, Mari et Oudmourtes, mais aussi aux Finnois et Estoniens, les Sames auraient été les premiers habitants du grand nord

scandinave, ceci depuis Tacite, qui les appelait *Fenni*. Répartis entre la Norvège (40.000), la Suède (15.000), la Finlande (4.000) et la Russie (2.000), ils ont ceci de particulier qu'ils considèrent l'élevage du renne comme le pilier de leur identité culturelle, linguistique et nationale. On distingue trois grands dialectes Sames, eux-mêmes subdivisés en une dizaine de parlers, parfois si différents que l'intercompréhension est difficile (il semble en réalité que ce soit le degré d'oubli de la langue ancestrale qui soit la cause de difficultés de communication, plus que des spécificités dialectales). La vie des éleveurs est en partie mobile en raison des mouvements des rennes mais la majorité des Sames est sédentaire (des écoles mobiles ont toutefois été organisées pour les enfants nomades). Persécutés et exploités par les nations majoritaires pendant des siècles, ils ont réussi à s'affirmer politiquement après la seconde guerre mondiale, d'abord en Finlande puis dans les autres pays. Ils ont établi un double critère d'appartenance à l'identité same, ce qui se concrétise par « l'inscription » au registre des électeurs same : se sentir Same et parler la langue sámgiele à la maison (ou au moins avoir eu un parent ou un grand parent qui la parlait – ou à défaut, mais seulement en Suède, qui était lui-même « inscrit »). Ils ont un Parlement (Sámiráddi), un drapeau, un hymne, une université et de nombreuses autres institutions.

La culture traditionnelle a longtemps été persécutée en raison de ses racines chamaniques, notamment le *yoik*, sorte de mélodie vocale improvisée évoquant ou dépeignant non linguistiquement un objet ou un événement que l'on se rappelle ou que l'on évoque (on pense à la *kaba* albanaise). La littérature orale est d'une grande richesse mais l'extension de la langue à l'écrit littéraire ne remonte qu'au XX<sup>e</sup> siècle (premier roman en 1912). Ce n'est que dans les années 1970 que la langue same a fait son entrée dans l'enseignement.

#### EURO-AMAZIGH et EURO-DARJA

Ces deux langues n'ont certes des rapports génétiques que remontant à la préhistoire mais l'histoire les a rapprochées depuis longtemps, la première (berbère, kabyle...) étant parlée dans le Maghreb depuis des temps immémoriaux et la seconde (arabe dialectal) depuis plus de mille ans. Les échanges ont été constants entre ces langues. En réalité, ce n'est pour l'instant qu'au niveau français qu'elles sont perçues comme langues d'Europe (puisque langues de France), notamment par les travaux de MM. Guy Carcassonne et Bernard Cerquolini préalables à la ratification par la France de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires, laquelle prévoit l'inscription des langues sans territoire

compact. Comme nous l'avons souligné, les locuteurs ont la spécificité d'avoir vécu sur le territoire de l'État français (ou espagnol etc.) depuis de nombreuses générations (parfois près de deux siècles, donc plus longtemps par exemple que les Savoyards) et, dans la mesure où ils sont désormais intégrés aux sociétés des États européens, affirmant à la fois cette appartenance et la fidélité à leurs langue et culture ancestrales, ils répondent pleinement à la notion développée ici. Il serait légitime d'étendre cette reconnaissance à l'ensemble de l'Union européenne, même si les relations historiques aux divers pays du nord de la Méditerranée diffèrent d'un État maghrébin à l'autre. On sait que l'Inalco fait un travail de pointe en ce qui concerne l'arabe d'Europe, notamment autour de Dominique Caubet, et pour l'affirmation de l'amazigh avec l'équipe de Salem Chaker. On peut imaginer que se constitue à terme un standard spécifiquement européen pour chacune de ces deux langues, dépassant à la fois les différences dialectales transposées du Maghreb et la diversité des influences des langues européennes. En ce qui concerne la graphie, elle est largement stabilisée en amazigh (caractères latins au sud comme au nord de la Méditerranée) mais ce n'est pas le cas pour l'eurodarja, même si les tentatives d'utiliser les caractères latins pourraient aboutir - un peu comme pour le maltais, langue arabe écrite en caractères latins. En effet, les nombreux échanges par internet contribueront sans doute à terme à faire émerger une graphie latine adaptée aux besoins; bien entendu, cette approche empirique ne suffira pas et elle devra être complétée par une intervention raisonnée de spécialistes, pour atteindre un niveau d'égalité effective avec les autres langues européennes et donc tous les bienfaits qui en découlent pour leurs locuteurs.

*Les distinctions ci-dessus sont fondées sur une approche ethnoculturelle, souvent linguistique aussi, et sont valables pour l'ensemble de l'Europe. Dans le cas particulier de l'État français, où une certaine tradition ne considère pas cette approche comme légitime, il a été créé une catégorie administrative particulière, les Gens du Voyage que l'on pourrait cerner ainsi :*

#### *GENS DU VOYAGE (pas de singulier)*

Ensemble composite de populations caractérisées par une activité professionnelle ambulante de type familial, avec habitat mobile (le plus souvent caravane ou camping-car) et stratégie économique intégrée dans une région plus ou moins vaste de population sédentaire, dite « hôte » – parfois quelques cantons. Le terme est apparu en France pour remplacer

le mot « nomade », devenu politiquement trop chargé après les exactions du gouvernement de Vichy contre les Rroms (trente camps d'internement en France, pendant la seconde guerre mondiale, où sont morts des centaines de personnes). Le terme « nomade » avait lui-même été lancé en 1912 dans une nouvelle acception pour justifier des mesures proposées contre un groupe ethnique, les Romanichels ou Bohémiens, ceci afin d'éviter toute référence ethnique, ce qui aurait été contraire à la Constitution.

Récemment (discours de Mme Boutin, ministre des affaires sociales et de la solidarité au sommet européen sur les Rroms à Bruxelles le 16 septembre 2008), la France a reconnu la présence sur son sol de 400.000 Rroms. Ceux-ci sont à 97 % citoyens français. Toutefois cette reconnaissance n'est pas encore passée dans la pratique et globalement l'administration ne reconnaît pas la présence d'un peuple rrom, dont les membres sont citoyens français, sur son territoire, mais seulement l'existence d'une « communauté » à mode de vie socialement défini par la mobilité, comme étant « du Voyage » et dans la composition de laquelle entrent certains Rroms, d'origine indienne, et des Yéniches, de souche germanique, mais aussi les Forains, bateliers et circassiens, de souche française ou autre. Le Royaume-Uni parle de même de « Travellers » pour englober à la fois les vrais Travellers (*v. supra*) et ceux parmi les Rroms qui ont un mode de vie mobile. Il existe en France une Commission Nationale Consultative des Gens du Voyage, dépendant du Ministère de la solidarité. Elle a en principe pour vocation de traiter des questions techniques de mobilité, sans aucune référence à une identité.

Bien entendu, les deux approches ne devraient pas s'exclure mutuellement mais se compléter pour optimiser la manière dont toutes ces populations peuvent exercer leurs droits et leurs devoirs de citoyens au-delà d'un mode de vie libre, sédentaire ou mobile, avec une qualité de vie similaire à celle des autres Français et un respect égal de la part du reste de la communauté nationale.

Récemment aussi (8 avril 2009), une délégation d'associations a déposé un texte : « Le décalogue du Palais-Bourbon », publié ci-dessous en annexe. Il va dans le sens d'une clarification des termes employés et d'un rejet de « Gens du voyage » en tant qu'identifiant car ce syntagme, trop réducteur, ouvre trop souvent la porte à un discours raciste plus ou moins déguisé.



## Le décalogue du Palais Bourbon

### 1

En France, l'appellation « *gens du voyage* », désigne, dans le vocabulaire de l'administration et souvent de la population française, la population rromani (Manouches, Gitanes, Roms, Sinte) ainsi que d'autres groupes : Yéniches, bateliers, forains. Sans pour autant rejeter ce terme sur un plan strictement administratif (gestion des dites « aires d'accueil » etc.), nous devons exprimer la réserve que ne nous reconnaissons pas nous même sous cette appellation d'un point de vue humain, culturel et identitaire.

### 2

Tenant compte de ce qui précède, lorsque l'appellation "Gens du voyage" se substitue aux mots Tsiganes, Manouches, Gitanes, Roms, Sinte, pour désigner notre population à des fins d'hostilité, dépréciatives, discriminatoires, ou racistes à notre égard, nous exigeons que cet acte soit considéré comme de l'antitsiganisme et/ou de la tsiganophobie, et soit systématiquement dénoncée et condamnée publiquement par les autorités. **Les termes que nous reconnaissons sont « population rromani de France », avec pour synonymes « Gitans », « Kalés », « Sintés », « Mânouches » et « Rroms » de France.**

### 3

Dans le cadre la préparation à la ratification par la France de la *Charte européenne des langues régionales ou minoritaires*, l'[article 75-1](#) de la Constitution française de 1958, reconnaît depuis 2008 les langues régionales, comme appartenant au patrimoine de la France. L'inscription des langues régionales dans la Constitution française en tant que partie intégrante du patrimoine de la France, combiné à la pratique de la langue romani parlée par la population qui en est héritière sur le territoire de la République, doit être interprétée comme la reconnaissance d'une identité romani spécifique dans l'espace de la France métropolitaine.

**De ce fait, la population rromani, ainsi que l'ensemble de ses caractéristiques ou spécificités, est reconnue implicitement**

**comme l'une des composantes des populations de France ; corollairement, son patrimoine et sa création moderne doivent être reconnus comme des richesses de la nation.**

**Or, nous constatons à ce jour, qu'en aucun point du territoire national, rien de nous permet de préserver, développer et promouvoir ni ce patrimoine culturel, ni son expression en création contemporaine, ni tout ce qui s'y attache, alors qu'ils sont attestés et reconnus par la Constitution.**

Poursuivant, nous, représentants de la population rromani de France dans sa large diversité, souhaitons que notre population puisse obtenir, à l'égal des autres régions, un statut officiel adaptée, nous permettant, de façon non territoriale, d'assurer, dans le cadre d'une diversité culturelle largement souhaité par les autorités françaises de tous niveaux, (national, régional, départemental, communal), la restructuration et la promotion de notre patrimoine culturel et linguistique en tant que partie intégrante du patrimoine français.

Etant donné la particularité de la répartition territoriale de notre population, nous appelons de nos vœux une politique volontariste et immédiate de l'Etat en direction des actions culturelles menées actuellement par les associations rromani\*. En effet, cette particularité ne nous permettant pas de bénéficier de la décentralisation, une action directe de l'Etat est donc nécessaire pour la préservation et la promotion de notre patrimoine culturel, partie intégrante du patrimoine de France.

#### **4**

En vue de la protection des intérêts légitimes de notre population, nous souhaitons qu'un groupe de réflexion, attaché au plus haut niveau de l'Etat, soit constitué au sein de notre population rromani. Ce groupe, constitué d'hommes et femmes élus au sein de notre population, devra représenter l'ensemble des groupes linguistiques et historiques de la population rromani de France. Ses membres seront désignés d'un commun accord par la population concernée et ses structures associatives, et le nombre de représentants sera défini à l'intérieur de chaque département, en tenant compte de l'importance de la dite population.

## 5

Dans le monde actuel, où la mobilité et la flexibilité sont promus, à juste titre, comme des facteurs de développement et de croissance, nous rappelons les principes de l'article 13 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, votée à l'unanimité dans le cadre de l'ONU et demandons le respect du droit de circuler et de stationner pour toutes les personnes, indépendamment de leur identité culturelle, de leurs moyens de mobilité ou de tout autre critère.

Toute entrave à une libre circulation ou à un libre stationnement, sous quelque forme que ce soit, et dans quelques lieux que se soit, sera considérée comme un acte de discrimination et d'infraction à l'article suscité.

Nous remettons donc en cause les dispositions prises à l'occasion de la création des aires de stationnement et des schémas départementaux pour les populations rromanis attachées à un mode de vie mobile. Les traditions de vie en habitat mobile d'une large partie de la population rromani de France, sont ancrées et attachées depuis des siècles, au cœur de la population française dans toutes ses composantes comme un patrimoine culturel national. Nous avons le droit légitime de pouvoir séjourner en toute sécurité dans chaque village, chaque commune de France, dans des conditions décentes, et sans limitation de temps.

Nous souhaitons que la restructuration de ces conditions d'accueil soit réalisée en accord avec les représentants des associations rromanis\*, à travers une véritable concertation.

## 6

Nous souhaitons que la contribution de notre population, partie intégrante de la nation française depuis plusieurs siècles, et active sur les plans culturel, patrimonial, artistique, industriel, économique, sociologique, spirituel, écologique, agricole, celui du développement durable etc. soit dûment reconnue et mentionnée dans les livres scolaires. **Le mode de vie mobile devra être expliqué à tous les élèves de France dans les manuels de Géographie, ainsi que l'arrivée des premiers Rroms en France (1417-1427), les persécutions notamment sous Louis XIV, l'esclavage jusqu'au XIXème siècle et le génocide hitlérien dans ceux d'Histoire, selon une approche développée en collaboration avec la chaire de rromani de l'Inalco et le CNED.**

7

Les traits caractéristiques de notre population n'étant pas d'ordre physique, une discrimination positive basée sur notre apparence n'aurait aucune justification. Nous souhaitons donc qu'une discrimination positive, de la part des administrations, soit appliquée aux actions, culturelles ou autres, émanant des associations exclusivement rromanis\*, et reconnues comme telles. Nous appelons donc de nos vœux la création d'un Fond public pour la promotion de notre langue et de notre culture, celle-ci entrant dans le champ d'application de l'article 75-1 de la Constitution.

8

Nous souhaitons qu'un dispositif d'aide à la formation d'intellectuels au sein de notre population soit mis en place le plus rapidement possible. Dans ce but **il est notamment indispensable qu'une aide soit apportée aux jeunes de notre population désireux de poursuivre des études de langue et civilisation rromanis et que ces études soient reconnues dans les processus de recherche et demande d'emploi. Une aide substantielle sera aussi apportée à l'enseignement à distance.**

Etant donné les initiatives actuelles sur le plan européen, nous pressons la France à rejoindre la Décennie de l'Inclusion des Roms, ce qui permettrait notamment l'attribution de bourses d'études parmi la population rromani de France dans le cadre du *Fonds d'Education pour les Roms*, ou encore la participation d'associations rromanis\* de France à des projets d'envergure européenne. **La France étant le seul pays au monde à posséder une chaire de langue et civilisation rromani et à développer une politique explicitement anticommu-nautariste, il est souhaitable qu'elle soit plus active pour former les jeunes Rroms de l'étranger afin que ceux-ci puissent faire rayonner les valeurs acquises lors de leurs études en France.**

De plus, compte tenu des difficultés d'enseignement, de formation ou d'accès à la culture d'une partie de notre population, difficultés liés ou non à un mode de vie mobile, nous souhaitons qu'un cursus de formation professionnelle spécifique soit mis en oeuvre en direction des familles souhaitant reconquérir une indépendance professionnelle adaptée.

9

Nous souhaitons que soit reconnue, à l'occasion des différents conflits, la part active de notre population à la défense de la patrie et de ses fondements philosophiques.

10

Nous souhaitons que soit reconnu l'internement de notre population sur le sol national, de 1915 à 1919 et de 1939 à 1946 et que l'ensemble des camps présents sur le territoire national soit recensé, et honoré dans le cadre du devoir de mémoire.

Nous souhaitons que le génocide de notre population, appelé *Samudaripen*, ainsi que l'implication des autorités françaises de l'époque dans ce génocide, soit reconnu et qu'ils fassent l'objet **d'activités, non seulement scolaires (v. supra), mais également publiques**, en tant que partie intégrante de l'histoire de la France et de l'Europe.

Enfin, nous souhaitons que l'essentiel de l'histoire de notre population romani, y compris ces périodes tragiques, figurent dans les livres scolaires.

[original signé consultable en ligne]

*\* Une association rromani est reconnue comme telle, lorsque son président, ainsi que la majorité des membres du bureau appartiennent à la population rromani*